

Objectif

Ce document contient des informations essentielles sur ce Produit d'investissement. Il ne s'agit pas d'un document à caractère commercial. Ces informations vous sont fournies conformément à une obligation légale dans le but de vous aider à comprendre en quoi consiste ce Produit et, quels risques, coûts, gains et pertes potentiels y sont associés afin de vous aider à le comparer à d'autres Produits.

Produit

CORALIUM JUIN 2025

Société de gestion : Natixis Investment Managers International – Groupe BPCE

Code ISIN : FR001400TZN9 – Part Rubis / FR001400TZ07 – Part Saphir

Site internet de la Société de Gestion : www.im.natixis.com.

Pour plus d'informations appelez le +33 1 78 40 98 40.

L'Autorité des Marchés Financiers (AMF) est chargée du contrôle de la Société de Gestion en ce qui concerne ce document d'Information Clé.

Natixis Investment Managers International est agréé en France sous le n° GP 90-009 et réglementé AMF.

Date de production du document : 18 novembre 2024

Vous êtes sur le point d'acheter un Produit qui n'est pas simple et qui peut être difficile à comprendre

En quoi consiste ce Produit ?

Type

Ce Produit est un **Fonds d'Investissement Alternatif (FIA)**, qui a la forme juridique d'un Fonds Commun de Placement. Ce Produit relève de la classification AMF "Fonds à formule", il ne convient donc pas aux investisseurs qui prévoient d'obtenir le remboursement de leur investissement avant l'échéance de la formule⁽⁴⁾.

Durée

La durée est liée à **l'échéance de la formule (4)** qui correspond soit à l'une des dates d'échéance anticipée les 8 juillet 2027, 6 juillet 2028, 5 juillet 2029, 4 juillet 2030, 3 juillet 2031, 8 juillet 2032 soit à la date d'échéance maximum le 7 juillet 2033.

La durée (5) peut être de 2 ans et 12 jours, 3 ans et 10 jours, 4 ans et 9 jours, 5 ans et 8 jours, 6 ans et 7 jours, 7 ans et 12 jours ou 8 ans et 11 jours.

A l'échéance de la formule⁽⁴⁾, soit à l'une des dates d'échéance anticipée ou à la date d'échéance maximum, **le Produit peut être dissout, transformé ou fusionné**, dans ce cas vous seriez informé par tout moyen approprié prévu par la réglementation.

Objectifs

L'investisseur supportera une perte en capital à hauteur de la baisse de l'Indice si l'Indice MSCI World IMI Digital Economy Select 50 5% Decrement⁽¹⁾ enregistre, le 24 juin 2033, une baisse de plus de 40% par rapport à son Niveau Initial.

L'objectif de gestion du Produit est de permettre à l'investisseur, détenteur de part du Produit le 26 juin 2025, d'obtenir **exactement, soit :**

Le 8-07-2027, son Investissement initial⁽²⁾, hors frais d'entrée, **majoré d'un Gain de 19,50%** si le 25-6-2027, l'Indice n'a pas baissé par rapport à son Niveau Initial (soit un TRA de **9,16%**); **sinon**

Le 6-07-2028, son Investissement initial⁽²⁾, hors frais d'entrée, **majoré d'un Gain de 29,25%** si le 23-6-2028 l'Indice n'a pas baissé par rapport à son Niveau Initial (soit un TRA de **8,84%**); **sinon**

Le 5-07-2029, son Investissement initial⁽²⁾, hors frais d'entrée, **majoré d'un Gain de 39%** si le 22-06-2029, l'Indice n'a pas baissé par rapport à son Niveau Initial (soit un TRA de **8,53%**); **sinon**

Le 4-07-2030, son Investissement initial⁽²⁾, hors frais d'entrée, **majoré d'un Gain de 48,75%** si le 20-06-2030, l'Indice n'a pas baissé par rapport à son Niveau Initial (soit un TRA de **8,23%**); **sinon**

Le 3-07-2031, son Investissement initial⁽²⁾, hors frais d'entrée, **majoré d'un Gain de 58,50%** si le 20-06-2031, l'Indice n'a pas baissé par rapport à son Niveau Initial (soit un TRA de **7,95%**); **sinon**

Le 8-07-2032, son Investissement initial⁽²⁾, hors frais d'entrée, **majoré d'un Gain de 68,25%** si le 25-06-2032, l'Indice n'a pas baissé par rapport à son Niveau Initial (soit un TRA de **7,68%**); **sinon**

Le 7-07-2033 :

- son investissement initial⁽²⁾, hors frais d'entrée, **diminué** de la totalité de la baisse de l'Indice si le 24-06-2033, l'Indice **a baissé de plus de 40%** par rapport à son Niveau Initial. **Le porteur subit dans ce cas une perte en capital supérieure à 40%; ou**

- son Investissement initial⁽²⁾, hors frais d'entrée, si le 24-06-2033, **l'Indice a baissé de 40% ou moins** par rapport à son Niveau Initial ; ou

- son Investissement initial⁽²⁾, hors frais d'entrée, **majoré d'un Gain de 78%** si le 24-06-2033, **l'Indice n'a pas baissé** par rapport à son Niveau Initial. (soit un TRA de **7,44%**).

Pendant la période de commercialisation⁽³⁾, l'objectif de gestion du Produit sera de faire progresser la Valeur Liquidative en lien avec les marchés monétaires, afin que la dernière Valeur Liquidative de cette période soit la plus élevée des Valeurs Liquidatives calculées pendant cette période et qu'elle soit au moins égale à la Valeur Liquidative d'Origine.

Le Produit capitalise ses revenus.

Les demandes de rachats des investisseurs seront centralisées chaque semaine, le mercredi avant 12h30, et seront exécutées le lendemain.

(1) L'indice MSCI World IMI Digital Economy Select 50 5% Decrement regroupe les 50 plus grandes capitalisations boursières (pondérées par le flottant) de pays développés ayant une forte exposition au développement de produits et services liés à l'économie numérique (Dividendes nets réinvestis diminué d'un taux forfaitaire de 5% par an).

(2) Investissement initial est égal au nombre de parts souscrites par l'investisseur multiplié par la Valeur Liquidative de Référence.

(6) La Valeur Liquidative de Référence Correspond à la plus haute des Valeurs Liquidatives du Produit calculées du **9 janvier au 26 juin 2025**.

(3) Période de commercialisation : période pendant laquelle les investisseurs peuvent souscrire, elle s'achève le 25 juin 2025 à 12h30.

Niveau Initial de l'Indice s'obtient en faisant la moyenne arithmétique des niveaux de clôture de l'Indice publiés les 26, 27 et 30 juin 2025.

Le Niveau de l'Indice aux Dates de Constatation est le niveau de clôture de l'Indice publié les 25 juin 2027, 23 juin 2028, 22 juin 2029, 20 juin 2030, 20 juin 2031, 25 juin 2032 et le 24 juin 2033.

Valeur Liquidative d'Origine : 1000 euros

TRA : Taux de rendement annualisé

Cible d'investisseurs particuliers

Le Produit s'adresse aux investisseurs qui cherchent une alternative à un placement de type actions et qui peuvent se permettre d'immobiliser leur capital pendant toute la durée de la formule⁽⁵⁾, soit jusqu'au 7 juillet 2033 maximum. L'investisseur ne connaît pas à l'avance la durée exacte de son investissement.

Informations complémentaires

- **Dépositaire** : Caceis Bank.
- **Fiscalité** : Selon votre régime fiscal, les plus-values et/ou revenus éventuels liés à la détention de ce Produit peuvent être soumis à taxation.
- La valeur liquidative est disponible auprès de la société de gestion à l'adresse postale mentionnée ci-dessous et sur le site internet <https://www.caisse-epargne.fr/epargner/performances-selection-fonds-formule/> <https://www.banquepopulaire.fr/epargner/performances-selection-fonds-formule/>
- La commercialisation de ce Fonds est ouverte du **7 janvier au 25 juin 2025 avant 12h30**. Après cette date, les nouvelles souscriptions du public ne seront pas autorisées.
- Le prospectus, les rapports annuels et les derniers documents périodiques, ainsi que toutes autres informations pratiques sont disponibles auprès de la société de gestion sur simple demande écrite à : Natixis Investment Managers International – 43 avenue Pierre Mendès France – 75648 PARIS Cedex 13 ou à l'adresse électronique suivante ClientServicingAM@natixis.com.

Quels sont les risques et qu'est-ce que cela pourrait me rapporter ?

Indicateur de risque



- L'indicateur de risque permet d'apprécier le niveau de risque de ce Produit par rapport à d'autres.
- Ce Produit est classé 5 sur 7, soit une classe de risque entre moyenne et élevée.
- Le risque réel peut être très différent si vous optez pour une sortie avant échéance (4), et vous pourriez obtenir moins en retour.

- L'indicateur de risque part de l'hypothèse que vous conserverez ce Produit jusqu'à l'échéance⁽⁴⁾ de la formule. Un rachat effectué avant cette échéance peut être associé à un niveau de risque plus élevé puisque l'investisseur peut subir une perte en capital non mesurable a priori.
- Le Produit bénéficie d'une protection en capital, hors frais d'entrée, sous réserve que l'Indice ne baisse pas aux Dates de Constatation Intermédiaires ou ne baisse pas de plus de 40% à la Date de Constatation Finale et que l'investisseur conserve le Produit jusqu'à l'échéance de la formule⁽⁴⁾.

AVANTAGES	INCONVENIENTS
<ul style="list-style-type: none"> ■ L'investisseur bénéficie à l'échéance maximum d'une garantie de son investissement initial⁽²⁾ si l'Indice n'a pas baissé de plus de 40% par rapport à son Niveau Initial. ■ L'investisseur bénéficie aux Dates de Constatation Intermédiaires d'une garantie de son investissement initial⁽²⁾ si l'Indice ne baisse pas par rapport à son Niveau Initial. ■ L'investisseur pourra bénéficier d'un Gain fixe et prédéterminé, qui pourra être supérieur à la hausse de l'Indice, si cet Indice ne baisse pas à l'une des Dates de Constatation. 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Dans le cas d'une hausse de l'Indice supérieure aux Gains prédéterminés (19,50%, 29,25%, 39%, 48,75%, 58,50%, 68,25% ou 78% selon l'année) l'investisseur ne bénéficiera pas de la performance réelle de l'Indice puisque l'investisseur ne bénéficiera que du Gain fixe et prédéterminé qui sera inférieur à la performance réelle de l'Indice. ■ L'investisseur ne connaît pas à l'avance la durée exacte de son investissement. ■ L'investisseur ne profite pas des dividendes des actions qui entrent dans la composition de l'Indice car même s'ils sont réinvestis, l'équivalent de 5% de dividendes seront déduits chaque année. ■ La performance de l'Indice sera impactée négativement dans les cas où, le montant des dividendes réinvestis serait inférieur à 5%.

Scénarios de Performances

Les chiffres indiqués comprennent tous les coûts du Produit lui-même, mais ne comprennent pas les coûts que vous pourriez avoir à payer à votre conseiller ou distributeur. Ces chiffres ne tiennent pas compte de votre situation fiscale personnelle, qui peut également influencer sur les montants de votre remboursement. Ce que vous obtiendrez de ce produit dépend des performances futures du marché. L'évolution future du marché est aléatoire et ne peut être prédite avec précision. Les scénarios de tension, défavorable, modéré et favorable présentés ci-après sont des illustrations basées sur des performances historiques passées reconstituées de l'Indice. Les marchés pourraient évoluer très différemment à l'avenir. Le scénario de tensions montre ce que vous pourriez obtenir dans des situations de marché extrêmes.

DUREE DE DETENTION RECOMMANDEE : Jusqu'à ce que la formule arrive à échéance, soit 8 ans et 11 jours maximum.
La durée peut être différente selon le scénario et est indiquée dans le tableau

Scenario Minimum		Le Produit bénéficie d'une protection en capital, hors coûts d'entrée, sous réserve que l'Indice ne baisse pas aux Dates de Constatation Intermédiaires ou ne baisse pas de plus de 40% à la Date de Constatation Finale. Si l'Indice baissait de 100%, le 24 juin 2033 la perte représenterait la totalité du capital investi.		
Les exemples sont réalisés sur la base d'un investissement de 10 000 euros (Hors frais d'entrée)		Remboursement au bout d'un an à votre demande Soit avant l'échéance de la formule ⁽⁴⁾ Frais de rachat : 4%	Remboursement automatique par anticipation ou à échéance maximale la formule Frais de rachat : 0%	
		Niveau de l'indice à la date de constatation		
Scénario de tension	Ce que vous pourriez récupérer	7 275.84 €	l'Indice a baissé de plus de 40% (la formule s'arrête au bout de 8 ans et 11 jours)	5 341.57 €
	Rendement annuel moyen	- 27,24 %		- 7,51%
Scénario défavorable	Ce que vous pourriez récupérer	9 694.08 €	l'Indice a baissé de moins de 40% (la formule s'arrête au bout de 8 ans et 11 jours)	10 000 €
	Rendement annuel moyen	- 3,06 %		0%
Scénario Intermédiaire	Ce que vous pourriez récupérer	9 898.66 €	L'Indice n'a pas baissé (la formule s'arrête au bout de 8 ans et 11 jours)	17 800 €
	Rendement annuel moyen	- 1,01%		7,44 %
Scénario Favorable	Ce que vous pourriez récupérer	10 076.64 €	l'Indice n'a pas baissé (la formule s'arrête au bout de 2 ans et 12 jours)	11 950 €
	Rendement annuel moyen	0,77%		9,16 %

L'investisseur doit conserver son investissement jusqu'à l'échéance⁽⁴⁾ pour bénéficier de la formule. En cas de demande de sortie avant l'échéance de la formule, le prix qui sera proposé sera fonction des paramètres de marché ce jour-là. Il pourra être très différent (inférieur ou supérieur) du montant résultant de l'application de la formule annoncée. Des frais de sortie de 4% maximum seront alors appliqués.

Que se passe-t-il si Natixis Investment Managers International ne peut pas vous rembourser ?

Les actifs de votre Produit sont conservés chez le Dépositaire de votre Produit, Caceis Bank, ils sont distincts de ceux de la société de gestion. Ainsi, en cas d'insolvabilité de Natixis Investment Managers International, les actifs de votre Produit ne seront pas affectés. Cependant, en cas d'insolvabilité du Dépositaire ou d'un sous dépositaire à qui la garde des actifs de votre Produit a pu être déléguée, il existe un risque potentiel de perte financière. Toutefois, ce risque est atténué dans une certaine mesure par le fait que le Dépositaire est tenu par la loi et la réglementation de séparer ses propres actifs des actifs du Produit. Il existe un dispositif d'indemnisation ou de garantie des investisseurs en cas de défaut du Dépositaire prévu par la loi.

Quels sont les coûts de votre Produit ?

Il se peut que la personne qui vous vend ce Produit ou qui vous fournit des conseils à son sujet vous demande de payer des coûts supplémentaires. Si c'est le cas, cette personne vous informera au sujet de ces coûts et vous montrera l'incidence de ces coûts sur votre investissement.

Les coûts au fil du temps

Les tableaux ci-dessous présentent les montants qui sont prélevés sur votre investissement pour couvrir différents types de coûts. Ces montants dépendent du montant que vous investissez, de la durée de détention du Produit et de ses caractéristiques. Les montants indiqués sont des illustrations basées sur un exemple de montant d'investissement et différentes périodes d'investissement possibles. Nous avons considéré :

- ⇒ Que vous avez investi 10 000 euros
- ⇒ Que pour la période de détention maximum, le Produit se comporte selon un scénario intermédiaire.

La durée de la formule est aléatoire étant donné qu'elle peut arriver à échéance à différents moments selon l'évolution du marché. Les montants indiqués ici prennent en considération deux scénarios différents (échéance anticipée à la première date de constatation et échéance maximum). Dans le cas où vous choisissez de sortir avant l'échéance de la formule ⁽⁴⁾, des coûts de sortie de 4% seront appliqués en plus des montants indiqués ci-dessous.

	Si la formule s'arrête à la première date d'échéance anticipée, soit au bout de 2 ans et 12 jours	Si la formule s'arrête à l'échéance maximum de la formule, soit au bout de 8 ans et 11 jours
Coûts Totaux	750 euros	2 250 euros
Incidence des coûts annuels (*)	3,76 % par an	1,60% par an

(*) Elle montre dans quelle mesure les coûts réduisent annuellement votre rendement sur différente période de détention. Par exemple, elle montre que si vous sortez au terme de la durée maximum de la formule, il est prévu que votre rendement moyen par an soit de 9,05 % avant déduction des coûts et de 7,44 % après cette déduction.

Nous pouvons partager une partie de ces coûts avec la personne qui vous vend le Produit pour couvrir les services fournis. Ces chiffres comprennent donc les frais de distribution que la personne qui vous vend le Produit perçoit et qui s'élèvent à 165 euros maximum. Cette personne vous informera des frais de distribution réels.

Composition des coûts

Coûts ponctuels à l'entrée ou à la sortie

Coûts d'entrée (dont frais acquis au distributeur)	2,50 % du montant que vous investissez.	250 €
Coûts de sortie à compter du 25 juin 2025 après 12h30 <i>Ceci est le maximum qui vous sera facturé. La personne qui vous vend le Produit vous informera du montant réel à votre charge.</i>	4% du montant que vous vendez.	400 €

Coûts récurrents prélevés chaque année

Frais de gestion et autres coûts administratifs ou de fonctionnement <i>Le taux des frais courants indiqué correspond au taux maximum que le Produit supportera.</i>	2,50 % de la Valeur Liquidative de Référence ⁽⁶⁾	250 €
Frais de transactions <i>Il s'agit d'une estimation des coûts encourus lorsque nous achetons et vendons les investissements sous-jacents au Produit. Le montant réel variera en fonction des montants que nous achetons et vendons.</i>	0% de la valeur de votre investissement par an.	0€

Coûts accessoires prélevés sous certaines conditions

Commission de surperformance	Il n'y a pas de commission de surperformance pour ce Produit.	Néant
-------------------------------------	---	-------

Combien de temps devez-vous conserver ce Produit ?

Pouvez-vous récupérer votre investissement quand vous voulez ?

Durée de détention recommandée : 8 ans et 11 jours

- Cette durée correspond à la durée maximale de la formule. L'investisseur doit conserver son investissement jusqu'à l'échéance ⁽⁴⁾ pour bénéficier de la formule. Les demandes de rachats des investisseurs seront centralisées chaque semaine, le mercredi avant 12h30, et seront exécutées le lendemain.
- Vos rachats pourront être plafonnés en cas de déclenchement du mécanisme de « Gates » dans les conditions prévues dans le prospectus

Comment pouvez-vous faire une réclamation ?

Si vous voulez vous plaindre au sujet de la personne qui vous a conseillé ou vendu ce Produit ou sur le Produit lui-même, vous pouvez envoyer un mail à l'adresse ClientServicingAM@natixis.com ou envoyer un courrier à Natixis Investment Managers International à l'adresse suivante : 43 avenue Pierre Mendès-France 75013 PARIS.

Autres informations importantes

- Lorsque ce produit est utilisé comme support en unité de compte d'un contrat d'assurance sur la vie ou de capitalisation, les informations complémentaires sur ce contrat, telles que les coûts du contrat, qui ne sont pas compris dans les coûts indiqués dans le présent document, le contact en cas de réclamation et ce qui se passe en cas de défaillance de l'entreprise d'assurance sont présentées dans le document d'informations clés de ce contrat obligatoirement remis par votre assureur ou courtier ou tout autre intermédiaire d'assurance conformément à son obligation légale.
- Des exemples illustrant la formule figurent à la rubrique Exemples de Scénarios de performances du prospectus.

PROSPECTUS

Coralium Juin 2025

FIA soumis au droit
français
Fonds d'investissement à
vocation générale

CORALIUM JUIN 2025 est construit dans la perspective d'un investissement pour toute la durée de vie de la formule. Il est donc fortement recommandé de n'acheter des parts de ce Fonds que si vous avez l'intention de les conserver jusqu'à l'échéance prévue.

Si vous revendez vos parts avant l'échéance de la formule, le prix qui vous sera proposé sera fonction des paramètres de marché ce jour-là (après déduction des frais de rachat). Il pourra être très différent (inférieur ou supérieur) du montant résultant de l'application de la formule annoncée.

CARACTERISTIQUES GENERALES

FORME DU FIA

Dénomination	:	Coralium Juin 2025
Forme juridique	:	Fonds Commun de Placement de droit français
Date de création	:	19 décembre 2024
Durée d'existence du FCP	:	99 ans
Durée de la formule	:	2 ans et 12 jours, 3 ans et 10 jours, 4 ans et 9 jours, 5 ans et 8 jours, 6 ans et 7 jours, 7 ans et 12 jours ou 8 ans et 11 jours soit du 26 juin 2025 au 7 juillet 2033 maximum.

Synthèse de l'offre de gestion

Code ISIN	Affectation des sommes distribuables	Montant minimum à la première souscription	VL initiale	Souscripteurs
FR001400TZN9	Capitalisation	Néant	1 000 euros	Tous souscripteurs Part Rubis
FR001400TZO7	Capitalisation	Néant	1 000 euros	Tous souscripteurs Part Saphir

Indication du lieu où l'on peut se procurer le dernier rapport annuel, le dernier état périodique ainsi que la composition des actifs : Ces éléments sont adressés dans un délai de huit jours ouvrés sur simple demande écrite du porteur adressée à :

Natixis Investment Managers International

Direction Service Clients
43 avenue Pierre Mendès France
75013 Paris
ClientServicingAM@natixis.com

Indication du lieu où l'on peut se procurer la dernière valeur liquidative :

La valeur liquidative du Fonds, pourra être obtenue auprès de la Société de Gestion,
<https://www.banquepopulaire.fr/epargner/performances-selection-fonds-formule/>
<https://www.caisse-epargne.fr/epargner/performances-selection-fonds-formule/>

Modalités et échéances de communication des informations relatives à l'effet de levier et à la gestion du collatéral :
Les informations relatives au niveau maximal de levier auquel a recours le FIA, au droit de réemploi des actifs du FIA donnés en garantie et aux garanties prévues par les aménagements relatifs à l'effet de levier figurent, le cas échéant, dans le rapport annuel du Fonds.

Information aux investisseurs professionnels

La société de Gestion pourra transmettre aux investisseurs professionnels relevant du contrôle de l'ACPR, de l'AMF ou des autorités européennes équivalentes la composition du portefeuille de l'OPC pour les besoins de calcul des exigences réglementaires liées à la directive 2009/138/CE (Solvabilité 2).

Description des principales conséquences juridiques de l'engagement contractuel pris à des fins d'investissement et informations sur la compétence judiciaire, le droit applicable et sur l'existence ou non d'instruments juridiques permettant la reconnaissance et l'exécution des décisions sur le territoire de la République française :

Le Fonds est soumis au droit français.

Toute contestation ou tout différend relatif à l'engagement contractuel pris à des fins d'investissement du Fonds, pouvant intervenir durant la durée du Fonds, ou au moment de sa liquidation, soit entre les Investisseurs ou entre les Investisseurs et la Société de Gestion, sera régi par la loi française.

Le tribunal compétent est le TGI ou le Tribunal de commerce du lieu de domiciliation de l'investisseur ou celui de Paris.

L'Autorité des Marchés Financiers dispose d'un Médiateur qui peut être saisi par tout intéressé, personne physique ou morale, dans le cadre d'un litige à caractère individuel entrant dans le champ de ses compétences, à savoir les placements financiers.

ACTEURS

Société de Gestion : NATIXIS INVESTMENT MANAGERS INTERNATIONAL – agréée par AMF sous le n° GP 90-009 du 22/05/90), Société par actions simplifiée (SAS) de droit français - siège social : 43 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris.
Site internet : www.im.natixis.com

Afin de couvrir les risques éventuels en matière de responsabilité pour négligence professionnelle auxquels la Société de Gestion pourrait être exposée dans le cadre de la gestion des FIA, la société de gestion **a fait le choix de disposer de fonds propres supplémentaires**, et de ne pas souscrire d'assurance de responsabilité civile professionnelle spécifique.

Dépositaire et conservateur : CACEIS Bank - Société anonyme à Conseil d'administration dont le siège social est : 89-91 rue Gabriel Péri – 92120 Montrouge. Banque et prestataire de services d'investissement agréé par l'ACPR le 1^{er} avril 2005.

Adresse postale : 12 place des Etats-Unis CS 40083 92549 Montrouge Cedex

Par délégation de la Société de Gestion, CACEIS Bank est investi de la mission de gestion du passif du Fonds et à ce titre assure la centralisation et le traitement des ordres de souscription et de rachat des parts du FCP. Ainsi, en sa qualité de teneur de compte émetteur, CACEIS Bank gère la relation avec Euroclear France pour toutes les opérations nécessitant l'intervention de cet organisme.

Commissaire aux comptes : Cabinet Deloitte & Associés - 185, Avenue Charles De Gaulle 92524 Neuilly-sur-Seine, représenté par Madame Virginie GAITTE.

Commercialisateur : Natixis Investment Managers International, le réseau des Caisse d'Epargne et les agences des Banques Populaires Régionales constituant le Réseau Banque Populaire situé en France. La liste et l'adresse de chaque Banque Populaire Régionale sont disponibles sur le site Internet www.banquepopulaire.fr

La société de gestion du FCP attire l'attention des souscripteurs sur le fait que tous les commercialisateurs ne sont pas mandatés ou connus d'elle.

DELEGATAIRES

Déléataire comptable : CACEIS Fund Administration, société anonyme de droit français dont le siège social est 89-91 rue Gabriel Péri – 92120 Montrouge.

Son activité principale est tant en France qu'à l'étranger, la réalisation de prestations de service concourant à la gestion d'actifs financiers notamment la valorisation et la gestion administrative et comptable de portefeuilles financiers.

Délégation de gestion financière : VEGA Investment Solutions, 43 avenue Pierre Mendès France, 75013 PARIS.

La Société de Gestion n'a pas identifié de conflit d'intérêt susceptible de découler de ces délégations.

Garant : Natixis, Société Anonyme à Conseil d'Administration au capital de 5.894.485.553,60 euros dont le siège social est à Paris 13ème – 7 promenade Germaine Sablon, immatriculé au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro B 542 044 524.

Société d'intermédiation : Natixis TradEx Solutions, Société anonyme agréée par le CECEI le 23 juillet 2009 en tant que banque prestataire de services d'investissement – 59 avenue Pierre Mendès France 75013 PARIS

Société d'intermédiation, elle a pour objet d'assurer une prestation d'intermédiation (i.e. réception-transmission et exécution d'ordres pour compte de tiers) auprès de la société de gestion. La société de gestion peut transmettre ses ordres sur instruments financiers résultant des décisions de gestion à Natixis TradEx Solutions.

MODALITES DE FONCTIONNEMENT ET DE GESTION

CARACTERISTIQUES GENERALES

Code ISIN

Part Rubis : FR001400TZN9

Part Saphir: FR001400TZO7

Caractéristiques des parts du FCP

Nature du droit attaché aux différentes parts

Les sommes distribuables sont intégralement capitalisées chaque année, à l'exception de celles qui font l'objet d'une distribution obligatoire en vertu de la loi.

Chaque porteur de part dispose d'un droit de co-propriété sur les actifs du Fonds, proportionnel au nombre de parts possédées.

L'information sur les modifications affectant le FCP est donnée aux porteurs par tout moyen conformément aux instructions de l'AMF. La gestion du FCP, qui n'est pas dotée de la personnalité morale et pour lequel ont été écartées les règles de l'indivision et des sociétés, est assurée par la société de gestion qui agit au nom des porteurs et dans leur intérêt exclusif.

Modalités de tenue du passif

Par délégation de la Société de Gestion, CACEIS Bank est investi de la mission de gestion du passif du Fonds, à ce titre assure la centralisation et le traitement des ordres de souscription et de rachat des parts du FCP. Cet organisme assure également les prestations de teneur de compte émetteur en Euroclear France ; le Fonds étant admis aux opérations de cet organisme.

Droit de vote : aucun droit de vote n'est attaché aux parts du FCP, les décisions étant prises par le gérant qui agit au nom des porteurs et dans leur intérêt exclusif.

Les informations sur la politique de vote et le rapport sur les conditions d'exercice des droits de vote sont disponibles sur le site internet du délégataire de gestion financière www.vega-is.com.

Forme des parts : au porteur.

Décimalisation : oui, en millièmes de parts.

Date de clôture de l'exercice

Dernière valeur liquidative publiée du mois de juin. (Première clôture juin 2025).

Indications sur le régime fiscal

Le Fonds peut servir de support de contrats d'assurance vie exprimés en unités de compte.

Le FCP n'est pas en tant que tel soumis à l'impôt sur les sociétés. Le régime fiscal applicable aux sommes distribuées par le FCP et aux plus ou moins-values latentes ou réalisées par le FCP dépend des dispositions fiscales applicables à la situation particulière de l'investisseur, de sa résidence fiscale et/ou de la juridiction d'investissement du FCP. Lorsque les parts sont souscrites dans le cadre d'un contrat d'assurance vie, les produits capitalisés sont soumis aux règles fiscales régissant les produits des contrats d'assurance-vie. En cas de doute sur sa situation fiscale, le porteur est invité à s'adresser à son conseiller habituel.

DISPOSITIONS PARTICULIERES

Classification

Fonds à formule.

Garantie

Le capital n'est pas garanti.

L'investisseur supportera une perte en capital à hauteur de la baisse de l'Indice, si l'Indice MSCI World IMI Digital Economy Select 50 5% Decrement enregistre, par rapport à son Niveau Initial, une baisse de plus de 40% à la Date de Constatation Finale le 24 juin 2033.

La formule décrite aux paragraphes « objectifs de gestion » et « Stratégie d'investissement » du présent Prospectus fait l'objet de la Protection du Garant telle que définie dans le paragraphe « Garantie ou Protection ».

Indice

La Formule du Fonds est liée à l'évolution de l'Indice MSCI World IMI Digital Economy Select 50 5% Decrement (MXWODE5E Index) qui regroupe les 50 titres issus de l'indice MSCI World IMI ayant la plus forte capitalisation boursière pondérée par le flottant ayant une forte exposition à des activités commerciales dans les domaines suivants :

- Paiements numériques
- Robotique
- Cybersécurité
- Commerce électronique
- Économie de partage
- Médias sociaux
- Cloud.

Les titres éligibles doivent être cotés dans les pays suivants : Canada, États-Unis, Autriche, Belgique, Danemark, Finlande, France, Allemagne, Irlande, Israël, Italie, Pays-Bas, Norvège, Portugal, Espagne, Suède, Suisse, Royaume-Uni, Australie, Hong Kong, Japon, Nouvelle-Zélande et Singapour.

L'indice exclut les titres d'entreprises ayant un volume quotidien moyen inférieur à 20 millions USD (6 derniers mois).

L'indice est calculé en ajoutant au fil de l'eau et tout au long de la vie du produit tous les dividendes nets versés par les actions et en soustrayant au jour le jour l'équivalent quotidien d'un taux annuel constant de 5%.

Les niveaux de l'Indice sont consultables sur :

<https://www.zonebourse.com/cours/indice/MSCI-WORLD-IMI-DIGITAL-EC-179341909/>

L'administrateur de cet indice est MSCI Limited.

L'Indice est la propriété exclusive de MSCI Limited. La formule du Fonds n'est en aucune façon sponsorisée, avalisée, vendue ou promue par MSCI, ni par aucune des entités impliquées dans l'établissement de l'Indice.

L'administrateur de l'indice de référence est régulé au Royaume-Uni par la FCA (Financial Conduct Authority). Jusqu'au 1er janvier 2021, l'administrateur était autorisé en tant qu'administrateur d'indices de référence dans l'Union Européenne. Depuis le 1er janvier 2021 et la sortie du Royaume-Uni de l'Union Européenne, l'administrateur est devenu un administrateur de pays tiers et les indices fournis par celui-ci sont devenus des indices de référence de pays tiers. A la date de publication du présent prospectus, l'administrateur de l'indice et l'indice n'apparaissent pas sur le registre de l'ESMA, toutefois l'utilisation dans l'Union Européenne de l'indice fourni par l'administrateur reste autorisée pendant une période transitoire prenant fin le 31 décembre 2025.

L'administrateur a indiqué entreprendre toutes les démarches nécessaires auprès des autorités compétentes de l'Union Européenne afin d'être autorisé en tant qu'administrateur d'indice de référence dans l'Union Européenne et que les indices fournis par ce dernier puissent continuer d'être utilisés dans l'Union Européenne à l'issue de la période transitoire.

Modalités de remplacement de l'Indice MSCI World IMI Digital Economy Select 50 5% Decrement ou de l'Agent de publication de cet indice (MSCI Limited)

Dans le cas du Remplacement de l'Agent de Publication ou de l'Indice, les ajustements nécessaires seront effectués selon les modalités prévues dans le (ou les) contrats d'échanges et/ou contrats d'options, afin que le changement se fasse avec le plus de neutralité possible, du point de vue de l'événement et de la date de substitution.

A posteriori, les porteurs de parts seront informés, par tout moyen approprié, de toute modification affectant l'indice.

Objectif de gestion

L'objectif de gestion du Fonds est de permettre au porteur, détenteur de parts le **26 juin 2025**, d'obtenir exactement soit :

Le 8 juillet 2027, son investissement initial, hors commission de souscription, majoré de **19,50%** si à la première Date de Constatation Intermédiaire, l'Indice n'a pas baissé par rapport à son Niveau Initial (soit un rendement annualisé de **9,16%**) ; sinon

Le 6 juillet 2028, son investissement initial, hors commission de souscription, majoré de **29,25%** si à la deuxième Date de Constatation Intermédiaire, l'Indice n'a pas baissé par rapport à son Niveau Initial (soit un rendement annualisé de **8,84%**) ; sinon

Le 5 juillet 2029, son investissement initial, hors commission de souscription, majoré de **39%** si à la troisième Date de Constatation Intermédiaire, l'Indice n'a pas baissé par rapport à son Niveau Initial (soit un rendement annualisé de **8,53%**) ; sinon

Le 4 juillet 2030, son investissement initial, hors commission de souscription, majoré de **48,75%** si à la quatrième Date de Constatation Intermédiaire, l'Indice n'a pas baissé par rapport à son Niveau Initial (soit un rendement annualisé de **8,23%**) ; Sinon

Le 3 juillet 2031, son investissement initial, hors commission de souscription, majoré de **58,50%** si à la cinquième Date de Constatation Intermédiaire, l'Indice n'a pas baissé par rapport à son Niveau Initial (soit un rendement annualisé de **7,95%**) ; Sinon

Le 8 juillet 2032, son investissement initial, hors commission de souscription, majoré de **68,25%** si à la sixième Date de Constatation Intermédiaire, l'Indice n'a pas baissé par rapport à son Niveau Initial (soit un rendement annualisé de **7,68%**) ; Sinon

Le 7 juillet 2033:

- son investissement initial, hors frais d'entrée, **diminué** de la totalité de la baisse de l'Indice si à la Date de Constatation Finale, l'Indice **a baissé de plus de 40%** par rapport à son Niveau Initial. **Le porteur subit dans ce cas une perte en capital** ; ou
- son investissement initial, hors frais d'entrée, si à la Date de Constatation Finale, l'Indice **a baissé de 40% ou moins** par rapport à son Niveau Initial ;
- son investissement initial, hors frais d'entrée, **majoré de 78%** si à la Date de Constatation Finale, l'Indice est en hausse ou n'a pas baissé par rapport à son niveau Initial (soit un rendement annualisé de **7,44%**).

Pendant la période de commercialisation, l'objectif de gestion du Produit sera de faire progresser la Valeur Liquidative, en lien avec les marchés monétaires, afin que la dernière Valeur Liquidative de cette période soit la plus élevée des Valeurs Liquidatives calculées pendant cette période et qu'elle soit au moins égale à la Valeur Liquidative d'Origine.

AVANTAGES	INCONVENIENTS
<ul style="list-style-type: none"> ■ L'investisseur bénéficie à l'échéance maximum d'une garantie de son investissement initial si l'Indice baisse de 40% ou moins par rapport à son niveau initial. ■ L'investisseur bénéficie aux Dates de Constatation Intermédiaires d'une garantie de son investissement initial si l'Indice ne baisse pas par rapport à son Niveau Initial. ■ L'investisseur pourra bénéficier d'un Gain fixe et prédéterminé, qui pourra être supérieur à la hausse de l'Indice, si cet Indice ne baisse pas à l'une des Dates de Constatation. 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Dans le cas d'une hausse de l'Indice supérieure aux Gains prédéterminés (19,50%, 29,25%, 39%, 48,75%, 58,50%, 68,25% ou 78% selon l'année) l'investisseur ne bénéficiera pas de la performance réelle de l'Indice puisque l'investisseur ne bénéficiera que du Gain fixe et prédéterminé qui sera inférieur à la performance réelle de l'Indice. ■ L'investisseur ne connaît pas à l'avance la durée exacte de son investissement. ■ L'investisseur doit conserver son investissement jusqu'à l'échéance pour bénéficier de la formule. ■ L'investisseur ne profite pas des dividendes des actions qui entrent dans la composition de l'Indice car même s'ils sont réinvestis, l'équivalent de 5% de dividendes seront déduits chaque année. ■ La performance de l'Indice sera impactée négativement dans les cas où, le montant des dividendes réinvestis serait inférieur à 5%. ■ L'investisseur peut subir une perte en capital dans le cas où l'Indice baisse de plus de 40% le 24 juin 2033. Si l'Indice baissait de 100%, la perte représenterait la totalité du capital investi.

Indicateur de référence

Le Fonds n'a pas d'indicateur de référence.

Stratégie d'investissement

La Formule est définie comme étant celle permettant à tout porteur présent dans le Fonds le 26 juin 2025 d'obtenir :

Soit à la première Date d'échéance Anticipée, le 8 juillet 2027, la Valeur Liquidative de Référence, hors commission de souscription, **majorée de 19,50%** (soit un TRA de **9,16%**) si à la première Date de Constatation Intermédiaire, le **25 juin 2027**, l'Indice n'a pas baissé par rapport à son Niveau Initial ;

Soit à la deuxième Date d'échéance Anticipée, le 6 juillet 2028, la Valeur Liquidative de Référence, hors commission de souscription, majorée de **29,25%** (soit un TRA de **8,84%**) si à la deuxième Date de Constatation Intermédiaire, le **23 juin 2028**, l'Indice n'a pas baissé par rapport à son Niveau Initial ;

Soit à la troisième Date d'échéance Anticipée, le 5 juillet 2029, la Valeur Liquidative de Référence, hors commission de souscription, majorée de **39%** (soit un TRA de **8,53%**) si à la troisième Date de Constatation Intermédiaire, le **22 juin 2029**, l'Indice n'a pas baissé par rapport à son Niveau Initial ;

Soit à la quatrième Date d'échéance Anticipée, le 4 juillet 2030, la Valeur Liquidative de Référence, hors commission de souscription, majorée de **48,75%** (soit un TRA de **8,23%**) si à la quatrième Date de Constatation Intermédiaire, le **20 juin 2030**, l'Indice n'a pas baissé par rapport à son Niveau Initial ;

Soit à la cinquième Date d'échéance Anticipée, le 3 juillet 2031, la Valeur Liquidative de Référence, hors commission de souscription, majorée de **58,50%** (soit un TRA de **7,95%**) si à la cinquième Date de Constatation Intermédiaire, le **20 juin 2031**, l'Indice n'a pas baissé par rapport à son Niveau Initial ;

Soit à la sixième Date d'échéance Anticipée, le 8 juillet 3032, la Valeur Liquidative de Référence, hors commission de souscription, majorée de **68,25%** (soit un TRA de **7,68%**) si à la sixième Date de Constatation Intermédiaire, le **25 juin 2032**, l'Indice n'a pas baissé par rapport à son Niveau Initial ;

Ou

A la Date d'échéance Maximum, le 7 juillet 2033 :

■ Si à la Date de Constatation Finale, le 24 juin 2033, l'Indice a baissé de plus de 40% par rapport à son Niveau Initial, la Valeur Liquidative de Référence, hors commission de souscription diminuée de la totalité de la baisse de l'Indice. Le porteur subit dans ce cas une perte en capital ; ou

■ Si à la Date de Constatation Finale, le 24 juin 2033, l'Indice a baissé de 40% ou moins par rapport à son Niveau Initial, la Valeur Liquidative de Référence, hors commission de souscription (soit un TRA de 0%) ; ou

■ Si à la Date de Constatation Finale, le 24 juin 2033, l'Indice a réalisé une performance positive ou nulle par rapport à son Niveau Initial, la Valeur Liquidative de Référence, hors commission de souscription, majorée de 78% (soit un TRA de 7,44%).

* * *

■ ■ Niveau Initial de l'Indice

Le Niveau Initial de l'indice s'obtient en faisant la moyenne arithmétique des niveaux de clôture de l'indice publiés les 26, 27 et 30 juin 2025.

■ ■ Niveau de l'Indice aux Dates de Constatation Intermédiaire

Le Niveau de l'Indice aux dates de Constatation Intermédiaire est le niveau de clôture de l'indice MSCI World IMI Digital Economy Select 50 5% Decrement publié aux dates de Constatation Intermédiaires : les 25 juin 2027, 23 juin 2028, 22 juin 2029, 20 juin 2030, 20 juin 2031 et 25 juin 2032.

■ ■ Niveau de l'Indice à la Date de Constatation Finale

Le Niveau de l'Indice à la date de Constatation Finale est le niveau de clôture de l'indice MSCI World IMI Digital Economy Select 50 5% Decrement publié à la Date de Constatation Finale, le 24 juin 2033.

■ ■ La Performance de l'Indice aux Dates de Constatation s'obtient en faisant la différence entre le Niveau de l'Indice relevé à l'une des Dates de Constatation et le Niveau Initial de l'Indice, rapporté au Niveau Initial de l'Indice. Le résultat obtenu est arrondi à la quatrième décimale.

■ ■ Dates d'Echéance Anticipée

Les 8 juillet 2027, 6 juillet 2028, 5 juillet 2029, 4 juillet 2030, le 3 juillet 2031 et le 8 juillet 2032.

■ ■ Date d'Echéance Maximum

Le 7 juillet 2033.

■ ■ Valeur Liquidative de Référence

La Valeur Liquidative de Référence est égale à la valeur liquidative la plus élevée calculée du 9 janvier 2025 au 26 juin 2025.

■ ■ Investissement initial

L'Investissement initial est égal au nombre de parts souscrites par l'investisseur multiplié par la Valeur Liquidative de Référence.

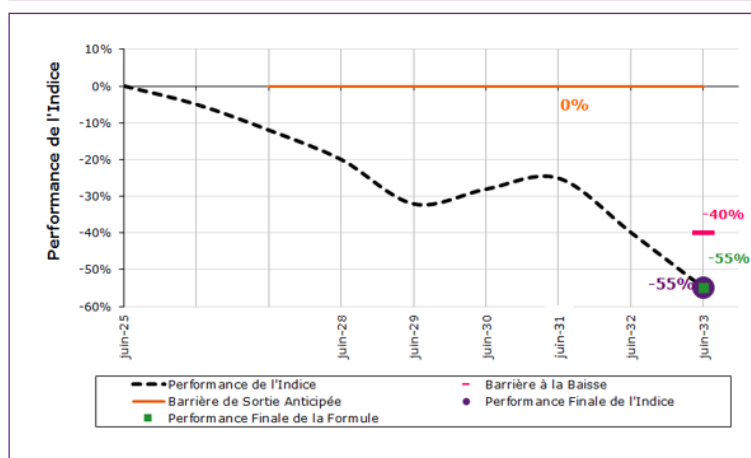
■ ■ Condition d'Echéance Anticipée

Si le Niveau de l'Indice à l'une des Date de Constatation Intermédiaire est supérieur ou égal au Niveau Initial de l'Indice, alors la Condition d'Echéance anticipée est réalisée.

Exemples de Scénarios de performances

De nombreux montants de remboursement sont envisageables selon l'évolution de l'Indice MSCI World IMI Digital Economy Select 50 5% Decrement. Les 3 scénarios de performance présentés ci-après permettent d'illustrer la formule mais ne constituent pas une indication certaine des performances futures. Ces différents scénarios ne sont pas nécessairement aussi probables les uns que les autres. Le Niveau Initial de l'Indice retenu pour les exemples présentés ci-après s'établit à 9641,04 le 10 décembre 2024.

CONDITION D'ECHEANCE ANTICIPEE NON REALISEE		Scénario défavorable
Dates de Constatation	Niveau de l'Indice	Performance de l'Indice par rapport à son Niveau Initial
'26,27 juin et 30 juin 2025	9641.04	
25 juin 2027	8484.12	-12%, l'indice est en baisse => la formule continue
23 juin 2028	7712.83	-20%, l'indice est en baisse => la formule continue
22 juin 2029	6555.91	-32%, l'indice est en baisse => la formule continue
20 juin 2030	6941.55	-28%, l'indice est en baisse => la formule continue
20 juin 2031	7230.78	-25%, l'indice est en baisse => la formule continue
25 juin 2032	5784.62	-40%, l'indice est en baisse => la formule continue
24 juin 2033	4338.47	-55%
=> Performance de la Formule = -55% (soit un TRA de -9.46%)		

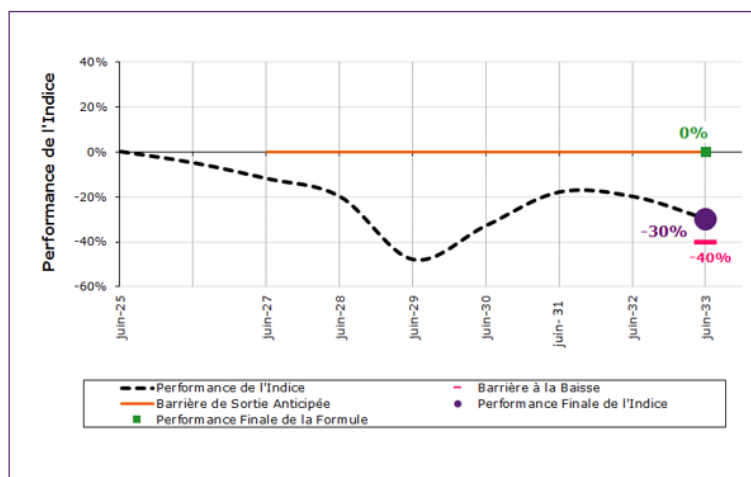


Dans cet exemple, le niveau de l'Indice a baissé à toutes les dates de constatation intermédiaires. Les conditions d'échéance anticipée ne sont donc pas réalisées. La durée de la formule sera donc de **8 ans et 11 jours**.

A la Date de Constatation Finale, le 24 juin 2033, la performance de l'Indice est de -55%, soit une baisse supérieure à 40%.

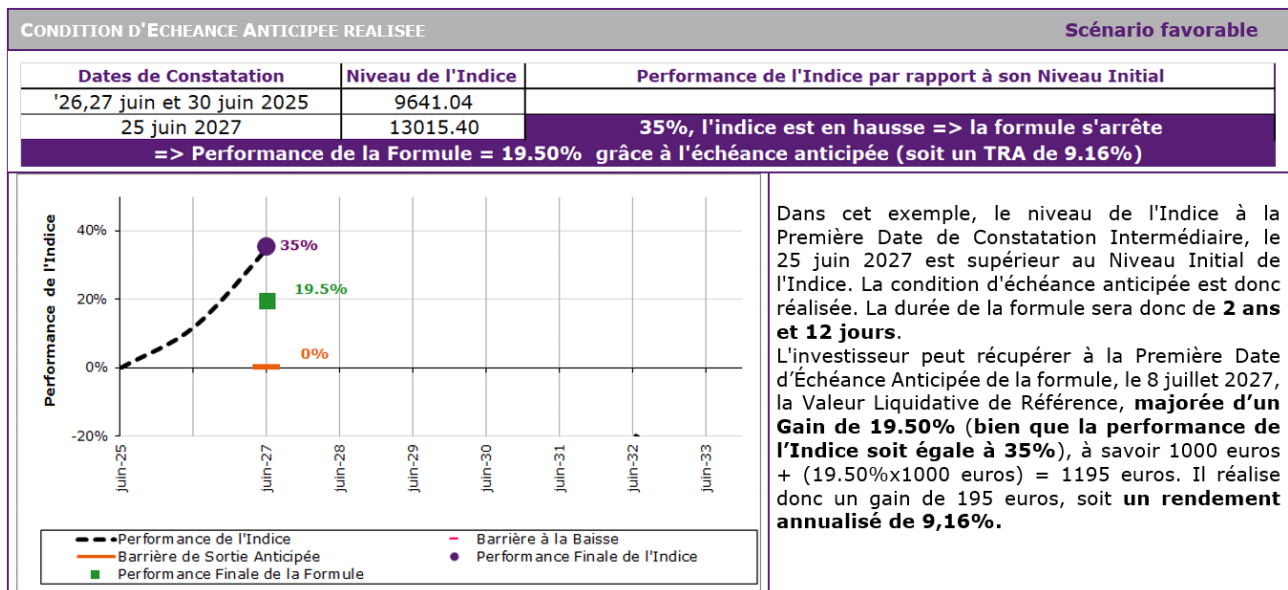
L'investisseur subit donc une perte en capital. Il peut récupérer à l'échéance maximum de la formule, le 7 juillet 2033, la Valeur Liquidative de Référence **diminuée de la baisse de l'Indice**, à savoir 1000 euros - (55% x 1000) euros = 450 euros, soit **un rendement annualisé de -9,46%**.

CONDITION D'ECHEANCE ANTICIPEE NON REALISEE		Scénario moyen
Dates de Constatation	Niveau de l'Indice	Performance de l'Indice par rapport à son Niveau Initial
'26,27 juin et 30 juin 2025	9641.04	
25 juin 2027	8484.12	-12%, l'indice est en baisse => la formule continue
23 juin 2028	7712.83	-20%, l'indice est en baisse => la formule continue
22 juin 2029	5013.34	-48%, l'indice est en baisse => la formule continue
20 juin 2030	6459.50	-33%, l'indice est en baisse => la formule continue
20 juin 2031	7905.65	-18%, l'indice est en baisse => la formule continue
25 juin 2032	7712.83	-20%, l'indice est en baisse => la formule continue
24 juin 2033	6748.73	-30%
=> Performance de la Formule = 0% grâce à la protection du capital (soit un TRA de 0%)		



Dans cet exemple, le niveau de l'Indice a baissé à toutes les dates de constatation intermédiaires. Les conditions d'échéance anticipée ne sont donc pas réalisées. La durée de la formule sera donc de **8 ans et 11 jours**.

A la Date de Constatation Finale, 24 juin 2033, la performance de l'Indice est de -30%, soit une baisse inférieure à -40%. L'investisseur peut récupérer à l'échéance maximum de la formule, le 7 juillet 2033, la Valeur Liquidative de Référence, soit **un rendement annualisé de 0%**.



Description des catégories d'actifs et des contrats financiers

Le Fonds est un Fonds à formule. Son portefeuille est investi en titres, libellés en euro, émis ou garantis, par un État membre de l'OCDE, par les collectivités territoriales d'un État membre de l'union Européenne ou partie à l'accord sur l'Espace économique européen, ou par un organisme international à caractère public dont un ou plusieurs États membres de l'union Européenne ou partie à l'accord sur l'Espace économique européen ou des titres émis par la Caisse d'amortissement de la dette sociale, et/ou en titres de créances français ou étrangers.

Ces titres sont soit des emprunts gouvernementaux, soit des émissions du secteur privé et/ou public, sans répartition prédéfinie entre dette publique et dette privée.

Le gérant s'appuie pour l'évaluation du risque de crédit sur ses équipes et sa propre méthodologie.

En plus de cette évaluation, les titres composant le portefeuille répondent à une contrainte de "rating" (notation) correspondant à « investment grade » selon les critères du délégataire de Gestion financière (à titre d'exemple, il s'agit d'une notation supérieure ou égale à BBB- selon Standard & Poor's ou Baa3 dans l'échelle Moody's).

Par ailleurs, lorsque la notation d'un émetteur d'un titre déjà présent dans le portefeuille se dégrade, et passe sous la notation minimale " Investment Grade" (équivalente à une notation minimale de BBB- Standard & Poor's ou de Baa3 Moody's), le gérant évaluera l'opportunité de conserver ou non les titres en portefeuille, en gardant comme critère principal l'intérêt des porteurs.

Le Fonds peut également être investi en actions ainsi qu'en OPCVM/FIA relevant de toutes classifications.

Un ou plusieurs contrats d'échange et/ou contrats d'options, négociés à l'origine du FCP, permettent d'assurer la réalisation de la formule. L'un de ces contrats peut être conclu avec une contrepartie qui assure également la fonction de garant du Fonds.

Dans le cadre de la gestion du risque de contrepartie, le FCP pourra prendre en collatéral tous les titres éligibles à l'actif d'un OPCVM / FIA.

L'utilisation d'actions ou parts d'OPCVM / FIA /Fonds d'investissements

L'utilisation de parts ou actions d'OPC (OPCVM / FIA/ Fonds d'investissement pourra être supérieure à 20% de l'actif.

OPCVM de droit français*	X
OPCVM de droit européen*	X
Fonds d'investissement à vocation générale de droit français*	X
Fonds professionnels à vocation générale de droit français respectant le droit commun sur les emprunts d'espèces (pas + de 10%), le risque de contrepartie, le risque global (pas + de 100%) et qui limitent à 100% de la créance du bénéficiaire les possibilités de réutilisation de collatéraux*	X
FIA de droit européen ou fonds d'investissement droit étranger faisant l'objet d'un accord bilatéral entre l'AMF et leur autorité de surveillance et si un échange d'information a été mis en place dans le domaine de la gestion d'actifs pour compte de tiers*	
Placements Collectifs de droit français ou FIA de droit européen ou fonds d'investissement de droit étranger remplissant les conditions de l'article R 214-13 du code monétaire et financier*	
Fonds d'investissement de droit européen ou de droit étranger répondant aux critères fixés par le règlement général de l'Autorité des marchés financiers (article 422-95 du RGAMF)	
OPCVM ou FIA nourricier	
Fonds de Fonds (OPCVM ou FIA) de droit français ou européen détenant plus de 10% en OPC	
Fonds professionnels à vocation générale ne respectant pas les critères de droit commun ci-dessus	
Fonds professionnels spécialisés	
Fonds de capital investissement (incluant FCPR ; FCPI ; FIP) ; et Fonds professionnels de capital investissement	
OPCI, OPPCI ou organismes de droit étranger équivalent	
Fonds de Fonds alternatifs	

* Ces OPCVM / FIA/ Fonds d'investissement ne pourront détenir eux-mêmes plus de 10% de leur actif en OPCVM/FIA/Fonds d'investissement

Les OPCVM ou FIA détenus par le FCP peuvent être de toutes classifications AMF et gérés par la société de gestion ou une société juridiquement liée.

Le FIA est un Fonds de Fonds, ses sous-jacents sont établis en Europe ou dans l'OCDE.

Instruments dérivés

Le FCP pourra utiliser les instruments dérivés dans la limite de 100 % de l'actif net

Le FCP pourra être exposé, sur des contrats financiers négociés sur des marchés réglementés ou organisés, français et étrangers ou de gré à gré par référence au tableau ci-après.

Un ou plusieurs contrats d'échange et/ou contrats d'options permet(tent) au Fonds d'atteindre son objectif de gestion.

Ces contrats d'échange et/ou contrats d'options permettent d'échanger la performance de tout ou partie des actifs détenus par le Fonds (et conservés auprès du dépositaire du FCP/SICAV) contre la performance de la Formule détaillée au paragraphe « stratégie d'investissement ».

Le Fonds n'aura pas recours à des contrats d'échanges sur rendement global (TRS).

Les contreparties sont des établissements de crédit ou autres entités répondant aux critères mentionnés dans le Code monétaire financier et sélectionnées par le gérant conformément à la procédure de sélection des contreparties disponible sur le site du délégataire de gestion financière à l'adresse suivante : www.vega-is.com.

Les contrats seront conclus avec des établissements financiers ayant leur siège dans un Etat membre de l'OCDE et bénéficiant d'une notation minimale conformes aux exigences du délégataire de gestion financière.

Ces opérations font systématiquement l'objet de la signature d'un contrat entre la Société de Gestion ou son délégataire et la contrepartie définissant les modalités de réduction du risque de contrepartie.

Les contreparties ne disposent pas d'un pouvoir de décision discrétionnaire sur la composition ou la gestion du portefeuille d'investissement du Fonds ou sur l'actif sous-jacent de l'instrument dérivé.

Tableau des instruments dérivés

	TYPE DE MARCHÉ			NATURE DES RISQUES					NATURE DES INTERVENTIONS			
	Admission sur les marchés réglementés *	Marchés organisés	Marchés de gré à gré	action	taux	change	crédit	autre(s) risque(s)	Couverture	Exposition	Arbitrage	Autre(s) stratégie(s)
Contrats à terme sur												
actions		■		■					■			
taux		■			■				■			
Change												
indices		■		■					■			
Options sur												
actions		■	■	■					■			
taux		■	■		■				■			
change												
indices		■	■	■					■			
Swaps												
actions			■	■					■	■		
taux			■		■				■	■		
change												
indices			■	■					■	■		
Change à terme												
devise (s)			■			■			■			
Dérivés de crédit												
Credit Default Swap (CDS)			■				■		■			
First Default												
First Losses Credit Default Swap												

* Se référer à la politique d'exécution des ordres du déléguataire de gestion financière disponible sur le site www.vega-is.com

Titres intégrant des dérivés

Le Fonds pourra, également intervenir sur des titres intégrant des dérivés tels que définis dans le tableau ci-dessous.

Tableau des titres intégrant des dérivés

	NATURE DES RISQUES					NATURE DES INTERVENTIONS			
	action	taux	change	crédit	autre(s) risque(s)	Couverture	Exposition	Arbitrage	Autre(s) stratégie(s)
Warrants sur									
actions	■					■	■		
taux									
change									
crédit									
Bons de souscription									
actions	■					■	■		
taux									
Equity link									
Obligations convertibles									
Obligations échangeables									
Obligations convertibles									
Produits de taux callable									
Produits de taux puttable									
Obligations Convertibles Contingentes									
EMTN / titres négociables à moyen terme structuré									
titres négociables à moyen terme structuré	■	■				■	■		
EMTN structuré	■	■				■	■		
Credit Link Notes (CLN)									
Obligations indexées									
Autres									

* Se référer à la politique d'exécution des ordres du délégataire de gestion financière disponible sur le site www.vega-is.com

Le FCP pourra utiliser les instruments dérivés et les titres intégrant des dérivés dans la limite de 100 % de l'actif net.

Dépôts

Le Fonds peut effectuer des dépôts d'une durée maximale de douze mois. Ces dépôts contribuent à la réalisation de l'objectif de gestion du Fonds en lui permettant de gérer la trésorerie.

Emprunts d'espèces

Le Fonds pourra être emprunteur d'espèces dans la limite de 10% de son actif, si son compte espèces venait temporairement à être en position débitrice en raison de ses opérations (investissements et désinvestissements en cours, opérations de souscription/rachat...).

Opérations de cessions et acquisitions temporaires de titres

Le Fonds peut faire appel aux techniques de cessions et d'acquisitions temporaires de titres. Les cessions et acquisitions temporaires de titres sont notamment utilisées dans un but de gestion de trésorerie ou dans celui d'optimiser la rentabilité des participations détenues sur les différentes valeurs en portefeuille.

La totalité des actifs du fonds pourront être mis en cessions et acquisitions temporaires de titres.

La proportion attendue d'actifs sous gestion qui fera l'objet d'opérations de financement sur titres sera de 100 %.

Nature des opérations utilisées	
Prises et mises en pension par référence au code monétaire et financier	×
Prêts et emprunts de titres par référence au code monétaire et financier	×
Autres	

Nature des interventions, l'ensemble des opérations devant être limité à la réalisation de l'objectif de gestion	
Gestion de trésorerie	×
Optimisation des revenus et de la performance du FCP	×
Autres	×

Les opérations d'acquisitions et de cessions temporaires de titres seront garanties selon les principes décrits à la section « Contrats constituant des garanties financières ».

La rémunération liée à ces opérations est précisée à la rubrique "Frais et commissions".

Effet de levier

Le Fonds n'utilisera pas d'effet de levier.

Contrats constituant des garanties financières

Dans le cadre de la conclusion de contrats financiers et/ou d'opérations de financement sur titres, le FCP pourra recevoir /verser des garanties financières sous la forme de transfert en pleine propriété de titres et/ou d'espèces.

Les titres reçus en garantie doivent respecter les critères fixés par la réglementation et doivent être octroyés par des établissements de crédit ou autres entités respectant les critères de forme juridique, pays et autres critères financiers énoncés dans le Code Monétaire et Financier.

Le niveau des garanties financières et la politique en matière de décote sont fixées selon la politique d'éligibilité des garanties financières définie par la société de gestion conformément à la réglementation en vigueur et englobe les catégories ci-dessous.

- Garanties financières en espèces dans différentes devises selon une liste prédéfinie telle que l'Euro et l'USD
- Garanties financières en titres de dettes ou en titres de capital selon une nomenclature précise.

La politique d'éligibilité des garanties financières définit explicitement le niveau requis de garantie et les décotes appliqués pour chacune des garanties financières en fonction de règles qui dépendent de leurs caractéristiques propres.

Elle précise aussi des règles de division des risques, de corrélation, d'évaluation, de qualité de crédit et de stress tests réguliers sur la liquidité des garanties financières.

En cas de réception de garanties financières en espèces, celles-ci doivent uniquement être :

- placées en dépôt ;
- investies dans des obligations d'État de haute qualité ;
- utilisées dans une prise en pension livrée ;
- investies dans des organismes de placement collectif (OPC) monétaire court terme.

Le gérant procédera, selon les règles d'évaluation prévues dans ce prospectus, à une valorisation quotidienne des garanties reçues sur une base de prix de marché (mark-to-market). Les appels de marge seront réalisés sur une base quotidienne.

Les garanties reçues par le FCP seront conservées par le dépositaire du FCP ou à défaut par tout dépositaire tiers faisant l'objet d'une surveillance prudentielle et qui n'a aucun lien avec le fournisseur de la garantie.

Le cas échéant, les risques associés aux opérations de financement sur titre, aux contrats financiers et à la gestion des garanties inhérentes sont décrits dans la section profil de risque.

Les risques associés aux réinvestissements des espèces aux opérations de financement sur titres dépendent du type d'actifs et / ou du type d'opérations et peuvent être des risques de contrepartie, des risques de liquidité ou des risques liés à la réutilisation des garanties.

Principales incidences négatives sur les facteurs de durabilité

Les principaux impacts négatifs des décisions d'investissement de VEGA Investment Solutions sur les facteurs de durabilité (à savoir les questions environnementales, sociales et de personnel, le respect des droits de l'homme et la lutte contre la corruption et les actes de corruption) ne sont pas pris en compte actuellement en raison de l'absence de données disponibles et fiables. La situation sera toutefois réexaminée à l'avenir.

Par ailleurs, le Fonds n'ayant pas vocation à intégrer des critères ESG dans sa gestion, le Fonds ne prend pas en compte les Principales incidences négatives .

Information sur le règlement Taxonomie (UE) 2020/852

Les investissements sous-jacents à ce produit financier ne prennent pas en compte les critères de l'Union européenne en matière d'activités économiques durables sur le plan environnemental.

Profil de risque

Votre argent est principalement investi dans des instruments financiers sélectionnés par le gérant. Ces instruments connaîtront les évolutions et les aléas des marchés.

Le Fonds peut être exposé aux risques suivants :

■ **Risque de perte en capital** : Le Fonds est exposé au risque en capital, dès lors que l'indice MSCI World IMI Digital Economy Select 50 5% Decrement baisse de plus de 40% à la Date de Constatation Finale ; ou dès lors que le porteur ne conserve pas ses parts jusqu'à l'échéance de la formule, soit à l'une des Dates d'Echéance Anticipée ou à la Date d'Echéance Maximum.

■ **Risque actions** : Le Fonds est exposé au marché actions mondiaux sur lesquels les variations de cours peuvent être élevées, ce qui correspond au risque de volatilité. La réalisation de ce risque peut entraîner une baisse de la valeur liquidative du Fonds ;

■ **Risque de taux** : Le Fonds est exposé aux marchés de taux. Le Fonds est donc sensible aux fluctuations des taux d'intérêt. En période de hausse des taux d'intérêts, la valeur liquidative du Fonds peut baisser ;

■ **Risque lié à l'inflation** : le porteur s'expose au travers du FCP au risque d'érosion monétaire ;

■ **Risque de crédit** : Le portefeuille peut être investi en produits de taux émis par des organismes privés ou publics. En cas de dégradation de la qualité des émetteurs, par exemple de leur notation par les agences de notation financière, ou en cas de défaillance de ces émetteurs, la valeur des instruments peut baisser.

■ **Risque de contrepartie** : Le Fonds utilise des contrats financiers de gré à gré et/ou a recours à des opérations d'acquisition et de cession temporaires de titres conclus avec une ou plusieurs contreparties. Il est donc exposé au risque que cet (ces) établissement(s) ne puisse(nt) honorer ses (leurs) engagement(s) au titre de ces instruments, pendant la durée de la formule ou à son échéance. Le risque de contrepartie résultant de l'utilisation de contrats financiers conclus avec une contrepartie est couvert par le garant.

Ce risque de contrepartie, ne pourra pas dépasser 10 % de l'actif net du FCP par contrepartie.

Par ailleurs, les opérations de financement sur titres, ainsi que la réutilisation des garanties inhérents au type d'actifs et / ou du type d'opérations, peuvent générer les risques suivants :

■ **Risque de liquidité** : risque qu'un titre reçu en garantie ne soit pas suffisamment liquide et ne puisse pas être vendu rapidement en cas de défaut de la contrepartie.

■ **Risque de contrepartie** tel que défini ci-dessus.

■ **les risques liés à la réutilisation des garanties** : Le Fonds est exposé aux risques liés à la réutilisation des garanties c'est-à-dire principalement le risque que les garanties financières reçues par le Fonds, dans le cadre d'une première opération, ne puissent pas lui être restituées dans le cadre d'une seconde opération pour laquelle il aurait réutilisé ces mêmes garanties financières reçues. Le Fonds serait alors en incapacité de restituer à la contrepartie de la première opération les garanties financières dans le cas de garanties en titres ou de la rembourser dans le cas de garanties en cash.

L'indicateur de risque mentionné dans le DIC est fixé réglementairement en fonction de la volatilité du FCP. Pour les Fonds à formules, cette volatilité est déduite de la Valeur en Risque 99% à maturité, c'est-à-dire le montant maximum de perte de la valeur liquidative sur la durée de vie de la formule estimé avec une probabilité de 99%.

Cette Valeur en Risque est déterminée à partir de simulations historiques consistant à lancer la formule du Fonds chaque jour sur une durée de 8 ans.

■ **Risque de durabilité** : Le risque de durabilité tel que définis à l'article 2(22) du Règlement (UE) 2019/2088 (dit « Règlement SFDR ») est un événement ou une situation dans le domaine environnemental, social ou de la gouvernance qui, s'il survient, pourrait avoir une incidence négative importante, réelle ou potentielle, sur la valeur de l'investissement.

La gestion de ce risque est intégrée dans le processus d'investissement du Fonds au travers de celui de l'indice sous-jacent de la formule. Le risque en matière de durabilité est mesuré sur la base de l'indice sous-jacent auquel est exposé le Fonds.

La politique de gestion du risque de durabilité est disponible sur le site internet du délégataire de Gestion Financière.

Garantie ou Protection

■ Garant

Natixis.

■ Objet

La protection est accordée au FCP pour tout porteur présent dans le Fonds le 26 juin 2025, sous réserve de la conservation de ses parts jusqu'à l'échéance de la formule, soit jusqu'à l'une des Dates d'Echéance Anticipée ou à la Date d'Echéance Maximum et à la condition que l'Indice MSCI World IMI Digital Economy Select 50 5% Decrement ne baisse pas de plus de 40% à la date de Constatation Finale. Sinon, **le porteur supporte un risque de perte en capital.**

Par conséquent, tout souscripteur sortant du FCP avant l'une des échéances de la formule ne bénéficiera pas de la protection.

■ Modalités de la Protection et Impact de la fiscalité

Cette protection est définie comme étant celle définie dans la rubrique Stratégie d'investissement, du présent Prospectus.

L'engagement du garant porte sur des montants hors commissions de souscriptions supportées par les porteurs, calculés hors impôt ou prélèvement quelconque à la charge du Fonds, et / ou des porteurs imposés par tout gouvernement ou autorité compétente. En conséquence, les porteurs supporteront notamment tout nouvel impôt, toute nouvelle taxe ou nouvelle retenue de caractère fiscal ou social qui ne sont pas connu(s), déterminé(s) ou certain(s) au jour de la structuration de la formule et donc au jour de la création du Fonds et qui seraient à la charge du Fonds. Le montant de la garantie s'entend donc, avant tout impôt, taxe ou retenue de caractère fiscal ou social qui viendrait affecter le Fonds ou ses actifs ou qui serait prélevé sur ledit montant de la garantie et dont la charge incomberait au Fonds et / ou aux porteurs. Aucune indemnisation ne pourra être réclamée au garant pour compenser les effets sur le Fonds ou les porteurs desdits impôts, taxes ou retenues de caractère fiscal ou social. La garantie est donnée compte tenu des textes législatifs et réglementaires en vigueur en France et dans les Etats dans lesquels le Fonds contracte, à la date de création du Fonds.

En cas de changement desdits textes (ou de leur interprétation par la jurisprudence et/ou par l'administration des Etats concernés) qui interviendrait, le cas échéant de manière rétroactive, après la date de création du Fonds, et qui emporterait création de nouvelles obligations pour le Fonds et notamment une charge financière, directe ou indirecte,

de nature fiscale ou sociale, ayant pour effet de diminuer la valeur liquidative des parts du Fonds, en raison notamment de la modification des prélèvements fiscaux qui lui sont applicables (ou qui sont applicables aux produits qu'il perçoit), le Garant pourra diminuer le montant dû au titre de la garantie de l'effet de cette nouvelle charge financière.

Souscripteurs concernés et profil de l'investisseur type

Tous souscripteurs.

Les parts « Rubis » sont plus particulièrement destinées aux clients des réseaux des Caisses d'Épargne

Les parts « Saphir » sont plus particulièrement destinées aux clients des réseaux des Banques populaires.

Ce Fonds s'adresse à une clientèle qui souhaite être exposée sur les marchés actions et qui accepte de prendre un risque de perte en capital puisque la garantie offerte au Fonds est dépendante de l'évolution de l'Indice MSCI World IMI Digital Economy Select 50 5% Decrement. Il s'adresse à des investisseurs qui n'ont pas besoin de leurs liquidités pendant la durée de la Formule.

Les souscripteurs résidant sur le territoire des Etats-Unis d'Amérique ne sont pas autorisés à souscrire dans ce Fonds.

Compte tenu des dispositions du règlement UE N° 833/2014 la souscription des parts de ce Fonds est interdite à tout ressortissant russe ou biélorusse, à toute personne physique résidant en Russie ou en Biélorussie ou à toute personne morale, toute entité ou tout organisme établi en Russie ou en Biélorussie sauf aux ressortissants d'un État membre et aux personnes physiques titulaires d'un titre de séjour temporaire ou permanent dans un État membre.

Le montant qu'il est raisonnable d'investir dans ce FCP dépend de la situation personnelle de chaque porteur. Pour le déterminer, chaque porteur devra tenir compte de son patrimoine personnel, de la réglementation qui lui est applicable, de ses besoins actuels et futurs sur l'horizon de placement recommandé mais également du niveau de risque auquel il souhaite s'exposer. Il est fortement recommandé de diversifier suffisamment son patrimoine afin de ne pas l'exposer uniquement aux seuls risques de ce Fonds. Il est recommandé à toute personne désireuse de souscrire des parts du Fonds de contacter son conseiller habituel, préalablement à la souscription pour bénéficier d'une information ou d'un conseil adapté à sa situation personnelle.

Durée minimum de placement recommandée

Durée de la formule, soit 2 ans et 12 jours, 3 ans et 10 jours, 4 ans et 9 jours, 5 ans et 8 jours, 6 ans et 7 jours, 7 ans et 12 jours ou 8 ans et 11 jours maximum selon l'évolution de l'indice MSCI World IMI Digital Economy Select 50 5% Decrement. La date d'échéance de la formule, qui sera identique pour tous les porteurs, n'est donc pas connue à l'avance.

Modalités de détermination et d'affectation des sommes distribuables

FCP de capitalisation.

Montant maximum de l'actif

Le Fonds sera plafonné à 286 000 parts.

Toutefois, si les conditions de marché le permettent pendant la période de commercialisation, la Société de Gestion se réserve la possibilité d'accepter de nouvelles souscriptions.

Les paramètres de la Formule sont fixés avant la période de commercialisation du Fonds sur la base notamment des ambitions de collecte cible. Si à l'issue de la période de commercialisation, la collecte effective s'avérait inférieure ou supérieure aux ambitions de collecte cible (aléas de collecte), cela pourrait nécessiter des renégociations des paramètres du montage, qui, s'ils sont effectués alors que les conditions de marché sont défavorables, pourraient avoir un impact négatif sur certains de ces paramètres. Afin de ne pas remettre en question la formule garantie à l'échéance, l'une des composantes de ces paramètres, qui est la marge de structuration, pourrait alors être utilisée, en tout ou partie, afin de faire face à ces impacts.

Si les paramètres du montage ne permettaient pas d'absorber les impacts négatifs liés aux aléas de collecte et que la formule venait à en être impactée, le Fonds sera dissout avant même le lancement de la formule. Dans ce cas, les porteurs seront informés par courrier individuel après agrément par l'Autorité des Marchés Financiers. Dans ce cas, la responsabilité du garant ne pourra être engagée.

Caractéristiques des parts

Devise : euro

Valeur nominale d'origine : 1 000 euros le 19 décembre 2024.

Décimalisation : oui, en millième de parts.

La Société de gestion garantit un traitement équitable des investisseurs.

Les investisseurs ne sont pas en droit de bénéficier d'un traitement préférentiel.

Périodicité de calcul de la valeur liquidative et modalités de souscription et de rachat

- La période de commercialisation s'étend du **7 janvier au 25 juin 2025** avant 12h30 ; après cette date, **de nouvelles souscriptions du public ne seront pas autorisées**. Seules les souscriptions effectuées par la société de gestion ou le délégataire de gestion financière dans le cadre de la gestion et de l'optimisation du Fonds, pour neutraliser les rachats de parts réalisés par d'autres porteurs, seront autorisées.
- Les souscriptions effectuées, par les fondateurs, le 19 décembre 2024 avant 12h30 sont exécutées sur la base de la valeur liquidative d'origine ;

Les ordres de souscriptions et de rachat sont exécutés conformément au tableau ci-dessous :

J – 1 ouvré	J – 1 ouvré	J (ouvré) = jour d'établissement de la Valeur liquidative	J + 1 ouvré	J + 2 ouvrés	J + 2 ouvrés
Centralisation des ordres de souscription avant 12:30 heures	Centralisation des ordres de rachat avant 12:30 heures	Exécution de l'ordre au plus tard en J	Publication de la Valeur Liquidative	Règlement des souscriptions	Règlement des rachats

- Les souscriptions et les rachats effectués jusqu'au mercredi, veille des jours de calcul de la valeur liquidative, avant 12h30, seront exécutés sur la base de la valeur liquidative du jour suivant (soit le jeudi) ;

L'attention des porteurs est attirée sur le fait que les ordres transmis au(x) commercialisateur(s) doivent tenir compte du fait que l'heure limite de centralisation des ordres s'applique au **centralisateur CACEIS Bank** (89-91 rue Gabriel Péri – 92120 Montrouge).

En conséquence, ce(s) commercialisateur(s) notamment pour les ordres transitant par BPCE EuroTitres, peuvent appliquer leur propre heure limite, antérieure à celle mentionnée ci-dessus, afin de tenir compte de leur délai de transmission des ordres à CACEIS Bank.

- Le calcul de la valeur liquidative s'effectue tous les jeudis, en fonction des jours d'ouverture d'Euronext Paris, à l'exception des jours fériés légaux en France (la valeur liquidative étant, dans ce cas calculée le jour ouvré précédent).

Si le jeudi, jour de calcul de valeur liquidative est un jour férié et/ou un jour de fermeture d'Euronext Paris, la valeur liquidative sera calculée le mercredi précédent et la centralisation des ordres avancée au mardi. La Valeur Liquidative ne tiendra pas compte des intérêts courus et des frais du jeudi et sera datée du mercredi ;

Si le mercredi, jour de centralisation des ordres est un jour férié, la valeur liquidative restera calculée le jeudi mais la centralisation des ordres sera avancée au jour ouvré précédent ;

La centralisation des ordres exécutés sur la dernière valeur liquidative de la formule, le 7 juillet 2033, sera effectuée le même jour que la valeur liquidative et non la veille.

Gestion du risque de liquidité

La société de gestion a défini une politique de gestion de la liquidité spécifique pour ses fonds à formule qui est intégrée dans les contrats mis en place à l'origine de chaque Fonds et valable pour toute la durée de la formule.

Ainsi, toute demande de rachat de parts effectuée **en cours de vie du Fonds** (soit avant l'échéance de la formule), donnera lieu à un remboursement qui sera effectué selon les conditions de marchés au jour du rachat.

A l'échéance, la structure même du Fonds permet d'honorer toutes les demandes de rachat et ainsi rembourser les investisseurs selon les modalités prévues par le prospectus.

En outre, les Fonds à formule sont construits dans la perspective d'un investissement sur une durée bien précise et les investisseurs sont informés au préalable qu'il est fortement recommandé de n'acheter des parts de ce Fonds que s'ils ont l'intention de les conserver jusqu'à l'échéance prévue. Tout rachat de parts avant l'échéance étant donc fortement déconseillé et donne lieu au prélèvement de frais de rachat.

Dispositif de plafonnement des rachats (« Gates »)

La Société de Gestion pourra mettre en œuvre le dispositif dit des « Gates » permettant d'étaler les demandes de rachats des porteurs du Fonds sur plusieurs valeurs liquidatives dès lors qu'elles excèdent un certain niveau, déterminé de façon objective.

Elle pourra décider de la non-exécution de l'ensemble des rachats sur une même valeur liquidative, indépendamment de la mise en œuvre de la stratégie de gestion, en cas de conditions de marché « inhabituelles » dégradant la liquidité sur les marchés financiers et si l'intérêt des porteurs le commande.

Seuil au-delà duquel les Gates peuvent être déclenchées :

Le seuil au-delà duquel les Gates seront déclenchées se justifie au regard de la périodicité de calcul de la valeur liquidative du Fonds, de son orientation de gestion et de la liquidité des actifs qu'il détient.

S'agissant un Fonds à valeur liquidative hebdomadaire, ce seuil est fixé à 10%.

Description de la méthode employée (calcul effectif du seuil en cas de plafonnement des rachats) :

Le seuil de déclenchement des Gates correspond au rapport entre :

- La différence constatée, à une même date de centralisation, entre le nombre de parts du Fonds dont le rachat est demandé ou le montant total de ces rachats, et le nombre de parts du Fonds dont la souscription est demandée ou le montant total de ces souscriptions ; et
- Le nombre total de parts du Fonds ou de l'actif net.

Si le Fonds dispose de **plusieurs catégories de parts**, le seuil de déclenchement des Gates sera le même pour toutes les catégories de parts du Fonds. Le calcul de déclenchement de la *Gate* est réalisé dès la fin de la centralisation des ordres mais les rachats nets des souscriptions sont **exprimés en montant** (nombre de parts multiplié par la dernière valeur liquidative) puis comparés à **l'actif net de la dernière valeur liquidative de l'ensemble du Fonds** et non pas comparés à la valeur liquidative de la catégorie de parts.

Lorsque les demandes de rachat excèdent le seuil de déclenchement, la Société de Gestion peut décider d'honorer les demandes de rachat au-delà dudit seuil, et exécuter ainsi partiellement ou totalement les ordres qui pourraient être bloqués.

S'agissant d'un Fonds à valeur liquidative hebdomadaire, la durée maximale d'application du dispositif de plafonnement des rachats s'étend sur 8 valeurs liquidatives sur 6 mois.

Modalités d'information des porteurs :

En cas d'activation du dispositif de plafonnement des rachats, les porteurs seront informés par tout moyen sur le site internet : <https://www.im.natixis.com/fr>.

S'agissant des porteurs du Fonds dont les ordres n'auraient pas été exécutés, ces derniers seront informés, de manière particulière, dans les plus brefs délais.

Traitement et report des ordres non exécutés :

Les ordres non exécutés seront automatiquement reportés sur la valeur liquidative suivante et ne seront pas prioritaires sur les nouveaux ordres de rachat passés pour exécution sur la valeur liquidative suivante.

Ainsi, les ordres de rachat seront exécutés dans les mêmes proportions tant pour les porteurs du Fonds ayant demandé un rachat depuis la dernière date de centralisation que pour les porteurs dont les rachats n'ont pas été exécutés.

En tout état de cause, les ordres de rachat non exécutés et automatiquement reportés ne pourront faire l'objet d'une révocation de la part des porteurs du Fonds concernés.

Frais et commissions

COMMISSIONS DE SOUSCRIPTION ET DE RACHAT

Les commissions de souscription et de rachat viennent augmenter le prix de souscription payé par l'investisseur ou diminuer le prix de remboursement. Les commissions acquises au FCP servent en partie à compenser les frais supportés par le FCP pour investir ou désinvestir les avoirs confiés. Les commissions non acquises reviennent à la société de gestion, au distributeur, etc.

Frais à la charge de l'investisseur, prélevés lors des souscriptions et des rachats	Assiette	Taux barème
Commission de souscription non acquise au FCP	valeur liquidative X nombre de parts	2,5 % maximum pour toute souscription reçue jusqu'au 25 juin 2025 avant 12h30 Néant après cette date et après l'échéance de la formule
Commission de souscription acquise au FCP	valeur liquidative X nombre de parts	Néant
Commission de rachat non acquise au FCP	valeur liquidative X nombre de parts	3% maximum pour tout rachat reçu après le 25 juin 2025 après 12h30 Néant avant cette date et à l'échéance de la formule
Commission de rachat acquise au FCP*	valeur liquidative X nombre de parts	1% pour tout rachat reçu après le 25 juin 2025 après 12h30 Néant avant cette date et à l'échéance de la formule

Cas d'exonération : Pendant la période de commercialisation, les fondateurs, BPCE Assurance et/ou de ses filiales, Prepar Vie la société de gestion et le délégataire de gestion financière sont exonérés de commissions de souscription et de rachat non acquises au FCP ;

Après la période de commercialisation, sont exonérés de commissions de rachat (y compris la part acquise au Fonds), les rachats effectués par la société de gestion ou le délégataire de gestion financière dans le cadre de la gestion du Fonds.

LES FRAIS FACTURES AU FONDS

Ces frais recouvrent :

- Les frais de gestion financière,
- Les frais de fonctionnements et autres services : (commissaire aux comptes, dépositaire, distribution, avocats) :

I. Tous frais d'enregistrement et de référencement des fonds

- Tous frais liés à l'enregistrement de l'OPC dans d'autres Etats membres (y compris les frais facturés par des conseils (avocats, consultants, etc.) au titre de la réalisation des formalités de commercialisation auprès du régulateur local en lieu et place de la SGP) ;
- Frais de référencement des OPC et publications des valeurs liquidatives pour l'information des investisseurs
- Frais des plateformes de distribution (hors rétrocessions) ; Agents dans les pays étrangers qui font l'interface avec la distribution : Local transfer agent, Paying transfer agent, Facility Agent, ...

En sont exclus : les frais de promotion du Fonds tels que publicité, évènements clients, les rétrocessions aux distributeurs

II. Tous frais d'information clients et distributeurs

- Frais de constitution et de diffusion des DIC/DIC/prospectus et reportings réglementaires ;
- Frais liés aux communications d'informations réglementaires aux distributeurs ;
- Information aux porteurs par tout moyen (publication dans la presse, autre) ;
- Information particulière aux porteurs directs et indirects : Lettres aux porteurs... ;
- Coût d'administration des sites internet ;
- Frais de traduction spécifiques à l'OPC.

En sont exclues les lettres aux porteurs (LAP) dès lors qu'elles concernent les fusions, absorptions et liquidations.

III. Tous frais des données

- Coûts de licence de l'indice de référence utilisé par l'OPC;
- Les frais des données utilisées pour rediffusion à des tiers (exemples : la réutilisation dans les reportings des notations des émetteurs, des compositions d'indices, des données, ...);
- Les frais résultant de demandes spécifiques de clients (exemple : une demande d'ajout dans le reporting de deux indicateurs extrafinanciers spécifiques demandés par le client);
- Les frais des données dans le cadre de produits uniques qui ne peuvent être amortis sur plusieurs portefeuilles.
Exemple : un fonds à impact nécessitant des indicateurs spécifiques;
- Les frais d'audit et de promotion des labels (ex : label ISR, label Greenfin).

En sont exclus les frais de recherche dans le cadre du maintien du dispositif actuel des frais de recherche et les frais des données financières et extra-financières à usage de la gestion financière (ex : fonctions visualisation des données et messagerie de Bloomberg).

IV. Tous frais de dépositaire, juridiques, audit, fiscalité, etc.

- Frais de commissariat aux comptes ;
- Frais liés au dépositaire ;
- Frais liés aux teneurs de compte ;
- Frais liés à la délégation de gestion administrative et comptable ;
- Frais d'audit ;
- Frais fiscaux y compris avocat et expert externe (récupération de retenues à la source pour le compte du fonds, 'Tax agent' local...);
- Frais juridiques propres à l'OPC ;
- Frais de garantie ;
- Frais de création d'un nouveau compartiment amortissables sur 5 ans.

V. Frais liés au respect d'obligations réglementaires et aux reporting régulateurs

- Frais de mise en œuvre des reportings réglementaires au régulateur spécifique à l'OPC (reporting MMF, AIFM, dépassement de ratios, ...);
- Cotisations Associations professionnelles obligatoires ;
- Frais de fonctionnement du suivi des franchissements de seuils ;
- Frais de fonctionnement du déploiement des politiques de vote aux Assemblées Générales.

VI. Frais opérationnels

- Frais de surveillance de la conformité et de contrôle des restrictions d'investissement lorsque ces restrictions sont issues de demandes spécifiques de clients et spécifiques à l'OPC.

En sont exclus tous frais relatifs à l'acquisition et à la cession des actifs de l'OPC et les frais relatifs au contrôle des risques.

VII. Frais liés à la connaissance client

- Frais de fonctionnement de la conformité client (diligences et constitution/mise à jour des dossiers clients)
- Les frais indirects maximum (commissions et frais de gestion) dans le cas de ce Fonds investissant à plus de 20% dans d'autres OPCVM, FIA ou fonds d'investissement.
- Les commissions de mouvement,
- Les commissions de surperformance.

Frais facturés au Fonds*	Assiette	Taux Barème
Frais de gestion financière	Valeur Liquidative de Référence x Nombre de parts	2,20 % TTC Taux maximum
Frais de fonctionnement et autres services		0,30 % TTC Taux maximum
Frais indirects maximum (commissions et frais de gestion)	Actif Net	1% TTC Taux maximum
Commissions de mouvement	Néant	
Commission de surperformance	Néant	

** Informations complémentaires relatives aux frais :*

A la conception du Fonds, le délégataire de gestion financière fixe les paramètres de la formule qui sera délivrée à l'échéance. Ces paramètres sont fixés dans les contrats conclus dans le cadre de la gestion du fonds. L'une des composantes de ces paramètres est la marge de structuration qui correspond à la différence positive entre les flux reçus des contreparties et les flux versés par le Fonds pour son fonctionnement.

Les termes « acquises au FCP » des commissions de rachat ne signifient pas qu'elles sont acquises aux porteurs. La marge de structuration ainsi que les commissions de rachat acquises au FCP n'ont pas pour objectif de bénéficiaire directement aux porteurs. Elles ont pour objet d'assurer une couverture des risques du fonds non pris en charge par le garant (changements fiscaux par exemple) et de couvrir les coûts de réajustement de la formule en cas de rachats de certains porteurs avant l'échéance, dans la limite du total de la marge de structuration et de la part acquises au FCP des commissions de rachat.

Cependant, les risques non pris en charge par le garant peuvent ne pas survenir. Dans ce cas, la marge de structuration provisionnée à chaque valeur liquidative, sera prélevée sous forme de frais de gestion complémentaires et ce dans la limite des frais de gestion maximum appréciée à chaque valeur liquidative et à fortiori sur la durée de l'exercice.

De même, les commissions de rachat acquises au FCP diminuées des coûts de réajustement de la formule ne contribuent pas à l'augmentation de la valeur liquidative finale. En effet, à l'approche de l'échéance de la formule, s'il existe un montant excédentaire, celui-ci sera également provisionné sous forme de frais de gestion complémentaires dans la limite du taux maximum apprécié à chaque valeur liquidative et à fortiori sur la durée de l'exercice ; il sera perçu à l'échéance de la formule par la société de gestion.

Les frais courants réellement prélevés sur l'exercice précédent figurent dans les rapports annuels des Fonds à la rubrique frais de gestion : pourcentage frais de gestion fixe.

Modalités de calcul et de partage de la rémunération sur les opérations d'acquisitions et cessions temporaires de titres

Tous les revenus résultant des opérations d'acquisitions et cessions temporaires de titres, nets des coûts opérationnels, sont restitués au FIA.

Les opérations de cessions temporaires de titres peuvent être conclues soit directement avec les contreparties, soit avec Natixis TradEx Solutions (NTEX), société appartenant au groupe de la société de gestion. Les opérations sont faites aux conditions de marché et au bénéfice exclusif du Fonds.

Description succincte de la procédure de choix des intermédiaires

Une procédure de sélection et d'évaluation des intermédiaires prenant en compte des critères objectifs tels que la qualité de la recherche, du suivi commercial et de l'exécution a été mise en place chez le délégataire de gestion financière.

Cette procédure est disponible sur le site internet du délégataire de gestion financière à l'adresse internet www.vega-is.com (Informations réglementaires/Politique de meilleure exécution des ordres et de sélection des intermédiaires)

En vue de réaliser son objectif de gestion et d'obtenir le remboursement de la formule, le FCP aura recours à un ou plusieurs contrats d'échange et/ou contrats d'options, négocié(s) de gré à gré, échangeant la performance des instruments présents au bilan du fonds contre la performance de la formule.

Informations sur les risques de conflits d'intérêt potentiels liés à l'utilisation des acquisitions/cessions temporaires de titres

La société de gestion confie la prestation d'intermédiation à Natixis TradEx Solutions (NTEX), Société anonyme de droit français dotée d'un capital social de 15 millions d'euros, Natixis TradEx Solutions a obtenu le 23 juillet 2009 du CECEI un agrément de banque prestataire de services d'investissement. Les deux sociétés appartiennent au même groupe.

Natixis TradEx Solutions a notamment pour objet d'assurer une prestation d'intermédiation (i.e. réception-transmission et exécution d'ordres pour compte de tiers) principalement auprès de sociétés de gestion du groupe.

Dans le cadre de ses activités, le délégataire de gestion financière est amené à passer des ordres pour le compte des portefeuilles dont elle assure la gestion. Le gérant peut transmettre ses ordres sur instruments financiers résultant des décisions de gestion à Natixis TradEx Solutions.

Le gérant, afin d'améliorer les rendements et les produits financiers des portefeuilles, peut avoir recours aux opérations de emprunts/prêts de titres et de prises/mises en pensions livrées. Cette activité d'acquisitions/cessions temporaires de titres peut également être assurée par Natixis TradEx Solutions. Par ailleurs, les portefeuilles pourront conclure des prises en pension notamment au titre du remplacement des garanties financières reçues en espèces du fait de ces opérations d'acquisitions/cessions temporaires de titres.

Natixis TradEx Solutions peut intervenir en mode « principal » ou en mode « agent ». L'intervention en mode « principal » correspond à une intervention en tant que contrepartie des portefeuilles de la société de gestion. L'intervention en mode « agent » se traduit par un travail d'intermédiation de Natixis TradEx Solutions entre les portefeuilles et les contreparties de marché. Celles-ci peuvent être des entités appartenant au groupe de la société de gestion ou du dépositaire.

Le volume des opérations de cessions temporaires traitées par Natixis TradEx Solutions lui permet d'avoir une bonne connaissance de ce marché et d'en faire ainsi bénéficier les portefeuilles de la société de gestion.

Par ailleurs, dans le cadre de la structuration du Fonds, le gérant peut être amenée à effectuer des acquisitions temporaires de titres généralement sous forme de prises en pension avec d'autres entités de son groupe dont notamment BPCE. Ces opérations ont pour objectif d'obtenir une rémunération qui sera échangée contre la performance de la Formule détaillée au paragraphe « stratégie d'investissement ». Le potentiel conflit d'intérêt provient du fait que le délégataire pourrait être considérée comme cherchant à avantager les entités de son groupe au détriment d'autres contreparties de marché et ceci contre l'intérêt des porteurs de parts. Pour encadrer ce risque potentiel, la Société de Gestion a mis en place un dispositif visant à empêcher ce risque de se trouver avéré.

Pour plus d'information concernant les risques, se référer à la rubrique « profil de risque » et « informations sur les garanties financières ».

Informations sur les autres risques de conflits d'intérêt

L'un des contrats d'échange, et / ou l'un des contrats d'options négocié à l'origine du FCP, qui permettent d'assurer la réalisation de la formule peut être conclu avec une contrepartie qui assure également la fonction de garant du Fonds.

INFORMATIONS D'ORDRE COMMERCIAL

Contribution à la réduction de l'Empreinte carbone

Parallèlement au marché de la compensation institué par le Protocole de Kyoto (1997) qui avait fixé une contrainte de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) pour les pays l'ayant ratifié et avait instauré un marché réglementé de la compensation carbone, un marché volontaire s'est développé. Les crédits carbone échangés sur ce marché volontaire sont des unités de réduction d'émissions vérifiées (VERs) et sont générés par un projet ayant un impact positif en matière de réduction ou de séquestration d'émission de CO2 et suivent des standards de marché volontaire.

Plus communément dénommés « VER » (verified emission reductions ou voluntary emission reductions ou émission d'unités de réduction de carbone vérifiées ou volontaires), les VERs sont des crédits de carbone émis sous le contrôle de différents types de labels régis par des règles qui leur sont propres.

Afin de lutter contre le risque de fraude et les doubles comptages, chaque VER a un numéro de série unique. Le registre central peut être consulté publiquement, en ligne, afin de vérifier la bonne annulation des crédits carbone sur le registre.

Dans ce cadre, la Société de Gestion de votre Fonds a pris la décision de pouvoir utiliser une partie des frais de gestion financière qu'elle perçoit chaque année au titre de la gestion de ce Fonds pour contribuer à la réduction de l'empreinte carbone globale. Cette contribution à la réduction de l'empreinte carbone globale se matérialisera par l'acquisition de VERs par le biais d'un intermédiaire que la société de gestion aura sélectionné. L'intermédiaire sélectionné pourra être une entité appartenant au groupe de la société de gestion. Les VERs sélectionnés respecteront les standards les plus rigoureux (VCS, Gold standard notamment Verra, organisme mettant en place le label VCS : <https://verra.org/>). La description du label VCS est disponible ici : <https://verra.org/project/vcs-program/>.

Une fois acquis les VERs seront annulés. L'annulation de ces VERs sera réalisée auprès d'un teneur de registre central (par exemple, Markit) qui délivrera une confirmation et un certificat de compensation des émissions de carbone. L'acquisition des VERs sera réalisée chaque année de vie du Fonds à compter du démarrage de la formule et jusqu'à son échéance anticipée ou finale. La Société de Gestion n'effectuera pas de calcul de l'empreinte carbone pour le Fonds.

Les VERs ne seront pas acquis par le Fonds.

Les VERs pourront être générés par des projets financés, gérés ou détenus par des entités ou des Fonds et/ou sociétés d'investissement gérées par des entités appartenant au groupe de la société de gestion.

Les montants des VERs acquis par la société de gestion et annulés, les frais de service ainsi que les projets soutenus par les VERs acquis au cours de la vie du Fonds, seront détaillés dans les Reportings via le lien :

<https://ngamdf-opcvm-reseaux.net/fonds/FR001400TZN9/detail>

<https://ngamdf-opcvm-reseaux.net/fonds/FR001400TZO7/detail>

Sachant que les coûts annualisés liés au service de compensation carbone représenteront au maximum 0,1% TTC de Valeur Liquidative de Référence X Nombre de parts du Fonds dont 0,01% TTC maximum au titre du service de compensation carbone et 0,09% TTC maximum au titre de l'acquisition des VERs.

L'achat de VERs par la Société de Gestion permettra de contribuer à la réduction de l'empreinte carbone globale et n'a pas vocation à compenser l'empreinte carbone du Fonds qui pourrait être significativement supérieur à la réduction carbone obtenue par les projets soutenus via l'acquisition des VERs.

Critères Environnementaux, Sociaux et de Gouvernance

Les informations sur les modalités de prise en compte des critères relatifs au respect d'objectifs sociaux, environnementaux et de qualité de gouvernance (ESG) sont disponibles dans les rapports annuels des Fonds concernés, ainsi que sur le site internet de la société de gestion.

Communication du prospectus et des documents annuels et périodiques

- Ces documents seront adressés aux porteurs qui en font la demande écrite auprès de :

Natixis Investment Managers International

Direction « Services Clients »

43 avenue Pierre Mendès France

75013 PARIS

ClientServicingAM@natixis.com

Ces documents lui seront adressés dans un délai de huit jours ouvrés.

- Ces documents peuvent être notamment obtenus auprès des agences des Etablissements commercialisateurs

Communication de la valeur liquidative

La valeur liquidative peut être obtenue auprès de la Société de Gestion et sur les sites internet

: <https://www.banquepopulaire.fr/epargner/selection-fonds-formule/> et

<https://www.caisse-epargne.fr/epargner/selection-fonds-formule/>.

Information en cas de modification des modalités de fonctionnement du Fonds

Les porteurs de parts sont informés des changements concernant le FCP selon les modalités arrêtées par l'Autorité des marchés financiers.

Cette information peut être effectuée, le cas échéant, par l'intermédiaire d'Euroclear France et des intermédiaires financiers qui lui sont affiliés.

REGLES D'INVESTISSEMENTS

Le FCP respecte les règles d'investissement des Fonds d'investissement à vocation générale français édictées par le Code monétaire et financier.

Il convient de consulter les rubriques « Modalités de fonctionnement et de gestion » du prospectus afin de connaître les règles d'investissement spécifiques du Fonds.

Information sur le Risque global du Fonds

Le risque global est calculé selon la méthode dérogatoire du calcul de l'engagement spécifique aux fonds à formule qui respectent les critères spécifiés par le Règlement Général de l'AMF.

RÈGLES D'ÉVALUATION ET DE COMPTABILISATION DES ACTIFS

A - REGLES D'ÉVALUATION DES ACTIFS

□ **PORTEFEUILLE TITRES**

La gestion comptable (incluant la valorisation du portefeuille du FCP) est assurée par CACEIS Fund Administration sur délégation de la société de gestion.

Le portefeuille du FCP est évalué lors de chaque valeur liquidative et à l'arrêté des comptes, en cours d'ouverture.

Les comptes annuels du FCP sont établis sur la base de la dernière valeur liquidative de l'exercice.

Le FCP s'est conformé aux règles et méthodes comptables prescrites par la réglementation en vigueur, et notamment au plan comptable des OPC qui au jour de l'édition du prospectus sont les suivantes :

Les actions

Les actions françaises sont évaluées sur la base du premier cours inscrit à la cote s'il s'agit de valeurs admises sur un système à règlement différé ou sur un marché au comptant.

Les actions étrangères sont évaluées sur la base du premier cours de la bourse de Paris lorsque ces valeurs sont cotées à Paris ou du premier jour de leur marché principal converti en euro suivant le cours WMR de la devise au jour de l'évaluation.

Les obligations

Les obligations sont valorisées sur la base d'une moyenne de cours contribués récupérés quotidiennement auprès des teneurs de marchés et converties si nécessaire en euro suivant le cours WMR de la devise au jour de l'évaluation.

Les valeurs mobilières

Les valeurs mobilières dont le cours n'a pas été constaté le jour de l'évaluation ou dont le cours a été corrigé sont évaluées, sous la responsabilité de la société de gestion à leur valeur probable de négociation.

Pour les valeurs mobilières non cotées ou celles dont le cours n'a pas été coté le jour de l'évaluation, ainsi que pour les autres éléments du bilan, la société de gestion corrige leur évaluation en fonction des variations que les événements en cours rendent probables. Ces évaluations et leur justification sont communiquées au commissaire aux comptes à l'occasion de ses contrôles.

Les valeurs étrangères sont converties en contrevaieur en euros suivant le cours des devises WMR au jour de l'évaluation.

Les OPCVM / FIA

Les parts ou actions d'OPCVM/FIA sont évaluées à la dernière valeur liquidative connue. Les organismes de placement collectifs étrangers qui valorisent dans des délais incompatibles avec l'établissement de la valeur liquidative du FCP sont évalués sur la base d'estimations fournies par les administrateurs de ces organismes sous le contrôle et la responsabilité de la société de gestion.

Titres de créances négociables (« TCN ») :

Les titres de créances négociables sont valorisés selon les règles suivantes :

- les BTAN et les BTF sont valorisés sur la base d'une moyenne de cours contribués récupérés auprès des teneurs de marchés,
- les titres de créances à taux variables non cotés sont valorisés au prix de revient corrigé des variations éventuelles du « spread » de crédit.
- les autres titres de créances négociables à taux fixe (certificats de dépôts, billets de trésorerie, bons des institutions financières ...) sont évalués sur la base du prix de marché,

En l'absence de prix de marché incontestable, les TCN sont valorisés par application d'une courbe de taux éventuellement corrigé d'une marge calculée en fonction des caractéristiques du titre (de l'émetteur).

Les acquisitions et cessions temporaires de titres

Les contrats de cessions et d'acquisitions temporaires sur valeurs mobilières et opérations assimilables sont valorisés au cours du contrat ajusté des appels de marge éventuels (valorisation selon les conditions prévues au contrat).

Pour les valeurs mobilières non cotées ou celles dont le cours n'a pas été coté le jour de l'évaluation, ainsi que pour les autres éléments du bilan, le Directoire de la société de gestion corrige leur évaluation en fonction des variations que les événements en cours rendent probables.

Certaines opérations à taux fixes dont la durée de vie est supérieure à trois mois peuvent faire l'objet d'une évaluation au prix du marché.

❑ OPERATIONS A TERME FERMES ET CONDITIONNELLES

Les marchés à terme ferme et conditionnels organisés

Les produits dérivés listés sur un marché organisé sont évalués sur la base du **cours d'ouverture**.

Les swaps

Les « asset swaps » sont valorisés au prix de marché sur la base des « spreads » de crédit de l'émetteur indiqués par les teneurs de marché. En l'absence de teneur de marché, les « spreads » seront récupérés par tout moyen auprès des contributeurs disponibles.

Les autres swaps sont valorisés au prix de marché à partir des courbes de taux observées.

Les instruments complexes comme les « CDS », les « SES » ou les options complexes sont valorisés en fonction de leur type selon une méthode appropriée.

Les changes à terme

Ils peuvent être valorisés au prix de marché à partir des courbes de change à terme observées.

❑ ENGAGEMENTS HORS BILAN

Les engagements hors bilan sont évalués de la façon suivante :

A) Engagements sur marchés à terme fermes

1) Futures

Engagement = cours de compensation x nominal du contrat x quantités

A l'exception de l'engagement sur contrat EURIBOR négocié sur le MATIF qui est enregistré pour sa valeur nominale.

2) Engagements sur contrats d'échange

● De taux

- contrats d'échange de taux

- Adossés : ° Taux fixe/Taux variable
- évaluation de la jambe à taux fixe au prix du marché
° Taux variable/Taux fixe
- évaluation de la jambe à taux variable au prix du marché

- Non adossés : ° Taux fixe/Taux variable
- évaluation de la jambe à taux fixe au prix du marché
° Taux variable/Taux fixe
- évaluation de la jambe à taux variable au prix du marché

● Autres contrats d'échange

Ils seront évalués à la valeur de marché.

B - Engagements sur marchés à terme conditionnels

Engagement = quantité x nominal du contrat (quotité) x cours du sous-jacent x delta.

□ **DEVISES**

Les cours étrangers sont convertis en *euro* selon le cours WMR de la devise au jour de l'évaluation.

□ **INSTRUMENTS FINANCIERS NON COTES ET AUTRES TITRES**

● Les instruments financiers dont le cours n'a pas été constaté le jour de l'évaluation sont évalués au dernier cours publié officiellement ou à leur valeur probable de négociation sous la responsabilité de la société de gestion.

● Les valeurs étrangères sont converties en contrevaletur en euros suivant le cours WMR des devises au jour de l'évaluation.

● Les instruments financiers non négociés sur un marché réglementé sont évalués sous la responsabilité de la société de gestion à leur valeur probable de négociation.

● Les autres instruments financiers sont valorisés à leur valeur de marché calculés par les contreparties sous le contrôle et la responsabilité de la société de gestion.

Les évaluations des instruments financiers non cotés et des autres titres visés dans ce paragraphe, ainsi que la justification de ces évaluations sont communiquées au commissaire aux comptes à l'occasion de ses contrôles.

B - METHODES DE COMPTABILISATION

La comptabilisation des intérêts sur obligations et titres de créances négociables est effectuée en revenus encaissés.

Les frais de négociation sont comptabilisés dans des comptes spécifiques du FCP et ne sont pas additionnés au prix.

Le PRMP (ou Prix de Revient Moyen Pondéré) est retenu comme méthode de liquidation des titres. En revanche pour les produits dérivés la méthode du FIFO (ou « First in/First out » ou « premier entré » « premier sorti ») est utilisée.

Les entrées en portefeuille sont comptabilisées à leur prix d'acquisition frais exclus et les sorties à leur prix de cession frais exclus.

REGLEMENT DU FONDS COMMUN DE PLACEMENT

CORALIUM JUIN 2025

TITRE I ACTIFS ET PARTS

Article 1 - Parts de copropriété

Les droits des copropriétaires sont exprimés en parts, chaque part correspondant à une même fraction de l'actif du fonds. Chaque porteur de part dispose d'un droit de copropriété sur les actifs du fonds proportionnel au nombre de parts possédées.

La durée du fonds est de 99 ans à compter de sa création, sauf dans les cas de dissolution anticipée ou de la prorogation prévue au présent règlement.

La société de gestion se réserve le droit de procéder à des regroupements ou à des divisions de parts.

Les parts pourront être fractionnées, sur décision du directoire de la société de gestion, en dixièmes, centièmes, millièmes ou dix millièmes, dénommés fractions de parts.

Les dispositions du règlement réglant l'émission et le rachat des parts sont applicables aux fractions de part, dont la valeur sera toujours proportionnelle à celle de la part qu'elles représentent. Toutes les autres dispositions du règlement relatives aux parts s'appliquent aux fractions de parts sans qu'il soit nécessaire de le spécifier, sauf lorsqu'il en est disposé autrement.

Enfin, le représentant de la Société de gestion peut, sur ces seules décisions, procéder à la division des parts par la création de parts nouvelles qui sont attribuées aux porteurs en échange des parts anciennes.

Article 2 - Montant minimal de l'actif

Il ne peut être procédé au rachat des parts si l'actif devient inférieur à 300 000 euros ; lorsque l'actif demeure pendant trente jours inférieurs à ce montant, la société de gestion prend les dispositions nécessaires pour procéder à la liquidation du FCP, ou à l'une des opérations mentionnées à l'article 422-17 du règlement général de l'AMF (mutation du Fonds).

Article 3 - Emission et rachat des parts

Les parts sont émises à tout moment à la demande des porteurs sur la base de leur valeur liquidative augmentée, le cas échéant, de commission de souscriptions.

Les souscriptions et les rachats sont effectués selon les modalités précisées dans le prospectus.

Les parts de fonds commun de placement peuvent faire l'objet d'une admission à la cote dans le respect de la réglementation en vigueur.

Les souscriptions doivent être intégralement libérées le jour du calcul de la valeur liquidative. Elles peuvent être effectuées en numéraire et/ou par apport d'instruments financiers. La société de gestion a le droit de refuser les valeurs proposées, et, à cet effet, dispose d'un délai de sept jours à partir de leur dépôt pour faire connaître sa décision. En cas d'acceptation, les valeurs apportées sont évaluées selon les règles fixées à l'article 4 et la souscription est réalisée sur la base de la première valeur liquidative suivant l'acceptation des valeurs concernées.

Les rachats peuvent être effectués en numéraire et/ou en nature. Si le rachat en nature correspond à une quote-part représentative des actifs du portefeuille, alors seul l'accord écrit signé du porteur sortant doit être obtenu par le FIA ou la société de gestion. Lorsque le rachat en nature ne correspond pas à une quote-part représentative des actifs du portefeuille, l'ensemble des porteurs doivent signifier leur accord écrit autorisant le porteur sortant à obtenir le rachat de ses parts contre certains actifs particuliers, tels que définis explicitement dans l'accord.

Par dérogation à ce qui précède, lorsque le fonds est un ETF, les rachats sur le marché primaire peuvent, avec l'accord de la société de gestion de portefeuille et dans le respect de l'intérêt des porteurs de parts, s'effectuer en nature dans les conditions définies dans le prospectus ou le règlement du fonds. Les actifs sont alors livrés par le teneur de compte émetteur dans les conditions définies dans le prospectus du fonds. De manière générale, les actifs rachetés sont évalués selon les règles fixées à l'article 4 et le rachat en nature est réalisé sur la base de la première valeur liquidative suivant l'acceptation des valeurs concernées. Les rachats sont réglés par le teneur de compte émetteur dans un délai maximum de cinq jours suivants celui de l'évaluation de la part.

Toutefois, si, en cas de circonstances exceptionnelles, le remboursement nécessite la réalisation préalable d'actifs compris dans le fonds, ce délai peut être prolongé, sans pouvoir excéder trente jours.

Sauf en cas de succession ou de donation-partage, la cession ou le transfert de parts entre porteurs, ou de porteurs à un tiers, est assimilée à un rachat suivi d'une souscription ; s'il s'agit d'un tiers, le montant de la cession ou du transfert doit, le cas échéant, être complété par le bénéficiaire pour atteindre au minimum celui de la souscription minimale exigée par le prospectus.

En application de l'article L. 214-24-41 du code monétaire et financier, le rachat par le FCP de ses parts, comme l'émission de parts nouvelles, peuvent être suspendus, à titre provisoire, par la société de gestion de portefeuille, quand des circonstances exceptionnelles l'exigent et si l'intérêt des porteurs le commande. Lorsque l'actif net du FCP est inférieur au montant fixé par la réglementation, aucun rachat des parts ne peut être effectué.

Des conditions de souscription minimale peuvent être appliquées, selon les modalités prévues dans le prospectus.

Le FIA peut cesser d'émettre des parts en application du troisième alinéa de l'article L. 214-24-41 du code monétaire et financier, de manière provisoire ou définitive, partiellement ou totalement, dans les situations objectives entraînant la fermeture des souscriptions telles qu'un nombre maximum de parts émises, un montant maximum d'actif atteint ou l'expiration d'une période de souscription déterminée. Le déclenchement de cet outil fera l'objet d'une information par tout moyen des porteurs existants relative à son activation, ainsi qu'au seuil et à la situation objective ayant conduit à la décision de fermeture partielle ou totale. Dans le cas d'une fermeture partielle, cette information par tout moyen précisera explicitement les modalités selon lesquelles les porteurs existants peuvent continuer de souscrire pendant la durée de cette fermeture partielle. Les porteurs de parts sont également informés par tout moyen de la décision du FIA ou de la société de gestion soit de mettre fin à la fermeture totale ou partielle des souscriptions (lors du passage sous le seuil de déclenchement), soit de ne pas y mettre fin (en cas de changement de seuil ou de modification de la situation objective ayant conduit à la mise en œuvre de cet outil). Une modification de la situation objective invoquée ou du seuil de déclenchement de l'outil doit toujours être effectuée dans l'intérêt des porteurs de parts. L'information par tous moyens précise les raisons exactes de ces modifications.

Dispositif de plafonnement des rachats (« Gates »)

La société de gestion pourra mettre en œuvre le dispositif dit des « Gates » permettant d'étaler les demandes de rachats des porteurs du Fonds sur plusieurs valeurs liquidatives dès lors qu'elles excèdent un certain niveau, déterminé de façon objective.

Elle pourra décider de la non-exécution de l'ensemble des rachats sur une même valeur liquidative, indépendamment de la mise en œuvre de la stratégie de gestion, en cas de conditions de marché « inhabituelles » dégradant la liquidité sur les marchés financiers et si l'intérêt des porteurs le commande.

Seuil au-delà duquel les Gates peuvent être déclenchées :

Le seuil au-delà duquel les Gates seront déclenchées se justifie au regard de la périodicité de calcul de la valeur liquidative du Fonds, de son orientation de gestion et de la liquidité des actifs qu'il détient.

S'agissant d'un Fonds à valeur liquidative hebdomadaire, ce seuil est fixé à 10%.

Description de la méthode employée (calcul effectif du seuil en cas de plafonnement des rachats) :

Il est rappelé aux porteurs du Fonds que le seuil de déclenchement des Gates correspond au rapport entre :

- la différence constatée, à une même date de centralisation, entre le nombre de parts du Fonds dont le rachat est demandé ou le montant total de ces rachats, et le nombre de parts du Fonds dont la souscription est demandée ou le montant total de ces souscriptions ; et

- le nombre total des parts du Fonds ou de l'actif net.

Si le Fonds dispose de **plusieurs catégories de parts**, le seuil de déclenchement de la procédure sera le même pour toutes les catégories de parts du Fonds. Le calcul de déclenchement de la *Gate* est réalisé dès la fin de la centralisation des ordres mais les rachats nets des souscriptions sont **exprimés en montant** (nombre de parts multiplié par la dernière valeur liquidative) puis comparés à **l'actif net de la dernière valeur liquidative de l'ensemble du Fonds** et non pas comparés à la valeur liquidative de la catégorie de parts.

Lorsque les demandes de rachat excèdent le seuil de déclenchement des Gates, la société de gestion peut décider d'honorer les demandes de rachat au-delà du plafonnement prévu, et exécuter ainsi partiellement ou totalement les ordres qui pourraient être bloqués.

Durée maximale d'application du plafonnement des rachats :

La durée maximale d'application du dispositif de plafonnement des rachats est justifiée au regard de la périodicité de calcul de la valeur liquidative du Fonds, de son orientation de gestion et de la liquidité des actifs qu'il détient.

S'agissant d'un Fonds à valeur liquidative hebdomadaire, la durée maximale d'application du dispositif de plafonnement des rachats s'étend sur 8 valeurs liquidatives sur 6 mois avec une durée de plafonnement de 2 mois maximum.

Lorsque cette durée maximale est atteinte, la société de gestion doit mettre fin au plafonnement des rachats et envisager une autre solution exceptionnelle qui peut être, notamment, la suspension des rachats ou la liquidation du Fonds.

Modalités d'information des porteurs :

En cas d'activation du dispositif des Gates, l'ensemble des porteurs du Fonds sera informé par tout moyen, à travers le site internet de la société de gestion : www.im.natixis.com.

S'agissant des porteurs du Fonds dont les ordres n'auraient pas été exécutés, ces derniers seront informés, de manière particulière, dans les plus brefs délais.

Traitement et report des ordres non exécutés :

Les ordres non exécutés seront automatiquement reportés sur la valeur liquidative suivante et ne seront pas prioritaires sur les nouveaux ordres de rachat passés pour exécution sur la valeur liquidative suivante.

Ainsi, les ordres de rachat seront exécutés dans les mêmes proportions tant pour les porteurs du Fonds ayant demandé un rachat depuis la dernière date de centralisation que pour les porteurs dont les rachats n'ont pas été exécutés.

En tout état de cause, les ordres de rachat non exécutés et automatiquement reportés ne pourront faire l'objet d'une révocation de la part des porteurs du Fonds concernés.

Exemple illustrant le dispositif mis en place :

A titre d'exemple, si les demandes totales de rachat des parts (nettes des souscriptions) du Fonds sont de 10% alors que le seuil de déclenchement est fixé à 5% de l'actif net, la société de gestion peut décider d'honorer les demandes de rachats jusqu'à 7,5% de l'actif net (et donc exécuter 75% des demandes de rachats au lieu de 50% si elle appliquait strictement le plafonnement à 5%).

Article 4 – Calcul de la valeur liquidative

Le calcul de la valeur liquidative des parts est effectué en tenant compte des règles d'évaluation figurant dans le prospectus du Fonds.

**TITRE II
FONCTIONNEMENT DU FONDS**

Article 5 - La société de gestion

La gestion du fonds est assurée par la société de gestion conformément à l'orientation définie pour le fonds.

La société de gestion peut prendre toute décision pour changer la stratégie d'investissement ou la politique d'investissement du FIA, dans l'intérêt des porteurs et dans le respect des dispositions législatives et réglementaires applicables. Ces modifications peuvent être soumises à l'agrément de l'Autorité des marchés financiers.

La société de gestion agit en toutes circonstances dans l'intérêt exclusif des porteurs de parts et peut seule exercer les droits de vote attachés aux titres compris dans le fonds.

Article 5 bis - Règles de fonctionnement

Les instruments et dépôts éligibles à l'actif du FCP ainsi que les règles d'investissement sont décrites dans le prospectus.

Article 5 ter - Admission à la négociation sur un marché réglementé et/ou un système multilatéral de négociation

Les parts peuvent faire l'objet d'une admission à la négociation sur un marché réglementé et/ou un système multilatéral de négociation selon la réglementation en vigueur. Dans le cas où le FCP dont les parts sont admises aux négociations sur un marché réglementé a un objectif de gestion fondé sur un indice, le fonds devra avoir mis en place un dispositif permettant de s'assurer que le cours de ses parts ne s'écarte pas sensiblement de sa valeur liquidative.

Article 6 - Le dépositaire

Le dépositaire assure les missions qui lui incombent en application des lois et règlements en vigueur ainsi que celles qui lui ont été contractuellement confiées par la société de gestion. Il doit notamment s'assurer de la régularité des décisions de la société de gestion de portefeuille. Il doit, le cas échéant, prendre toutes mesures conservatoires qu'il juge utiles. En cas de litige avec la société de gestion, il informe l'Autorité des Marchés Financiers.

Article 7 - Le commissaire aux comptes

Un commissaire aux comptes est désigné pour six exercices, après avis de l'Autorité des marchés financiers, par la société de gestion.

Il certifie la régularité et la sincérité des comptes. Il peut être renouvelé dans ses fonctions.

Le commissaire aux comptes est tenu de signaler dans les meilleurs délais à l'Autorité des marchés financiers tout à fait ou toute décision concernant le Fonds dont il a eu connaissance dans l'exercice de sa mission, de nature :

- 1° A constituer une violation des dispositions législatives ou réglementaires applicables à cet organisme et susceptible d'avoir des effets significatifs sur la situation financière, le résultat ou le patrimoine ;
- 2° A porter atteinte aux conditions ou à la continuité de son exploitation ;
- 3° A entraîner l'émission de réserves ou le refus de la certification des comptes.

Les évaluations des actifs et la détermination des parités d'échange dans les opérations de transformation, fusion ou scission sont effectuées sous le contrôle du commissaire aux comptes. Il apprécie tout apport ou rachat en nature sous sa responsabilité, hormis dans le cadre de rachats en nature pour un ETF sur le marché primaire.

Il contrôle la composition de l'actif et des autres éléments avant publication.

Les honoraires du commissaire aux comptes sont fixés d'un commun accord entre celui-ci et le conseil d'administration ou le directoire de la société de gestion au vu d'un programme de travail précisant les diligences estimées nécessaires.

Il atteste les situations servant de base à la distribution d'acomptes.

Ses honoraires sont compris dans les frais de gestion.

Article 8 - Les comptes et le rapport de gestion

A la clôture de chaque exercice, la société de gestion établit les documents de synthèse et un rapport sur la gestion du fonds pendant l'exercice écoulé.

La société de gestion établit, au minimum de façon semestrielle et sous contrôle du dépositaire, l'inventaire des actifs de l'OPC.

La société de gestion tient ces documents à la disposition des porteurs de parts dans les quatre mois suivant la clôture de l'exercice et les informe du montant des revenus auquel ils ont droit : ces documents sont soit transmis par courrier à la demande expresse des porteurs de parts, soit mis à leur disposition à la société de gestion.

TITRE III MODALITES D'AFFECTATION DES SOMMES DISTRIBUABLES

Article 9 - Modalités d'affectation des sommes distribuables

Le revenu net de l'exercice est égal au montant des intérêts, arrérages, dividendes, primes et lots, ainsi que tous produits relatifs aux titres constituant le portefeuille du FCP majoré du produit des sommes momentanément disponibles et diminué des frais de gestion et de la charge des emprunts.

Les sommes distribuables sont constituées par :

1° le revenu net de l'exercice augmenté des reports à nouveau et majoré ou diminué du solde des comptes de régularisation des revenus afférents à l'exercice clos ;

2° les plus-values réalisées, nettes de frais, diminuées des moins-values réalisées, nettes de frais, constatées au cours de l'exercice, augmentées des plus-values nettes de même nature constatées au cours d'exercices antérieurs n'ayant pas fait l'objet d'une distribution ou d'une capitalisation et diminuées ou augmentées du solde du compte de régularisation des plus-values.

Les sommes mentionnées aux 1° et 2° peuvent être distribuées, en tout ou partie, indépendamment l'une de l'autre.

Les modalités précises d'affectation des sommes distribuables concernant la capitalisation, la distribution et le report sont définies dans le prospectus.

TITRE IV FUSION - SCISSION - DISSOLUTION - LIQUIDATION

Article 10 - Fusion - Scission

La société de gestion peut soit faire apport, en totalité ou en partie, des actifs compris dans le fonds à un autre OPC qu'elle gère, soit scinder le fonds en deux ou plusieurs autres fonds communs.

Ces opérations de fusion ou de scission ne peuvent être réalisées qu'un mois après que les porteurs en ont été avisés. Elles donnent lieu à la délivrance d'une nouvelle attestation précisant le nombre de parts détenues par chaque porteur.

Article 11 - Dissolution - Prorogation

Si les actifs du fonds demeurent inférieurs, pendant trente jours, au montant fixé à l'article 2 ci-dessus, la société de gestion en informe L'Autorité des marchés financiers et procède, sauf opération de fusion avec un autre fonds commun de placement, à la dissolution du fonds.

La société de gestion peut dissoudre par anticipation le fonds ; elle informe les porteurs de parts de sa décision de dissoudre le fonds, et à partir de cette date les demandes de souscription ou de rachat ne sont plus acceptées.

La société de gestion procède également à la dissolution du fonds en cas de demande de rachat de la totalité des parts, de cessation de fonction du dépositaire, lorsqu' aucun autre dépositaire n'a été désigné, ou à l'expiration de la durée du fonds, si celle-ci n'a pas été prorogée.

La société de gestion informe l'Autorité des marchés financiers par voie électronique via l'extranet ROSA, de la date et de la procédure de dissolution retenue. Ensuite, elle adresse à l'Autorité des marchés financiers le rapport du commissaire aux comptes.

La prorogation d'un fonds peut être décidée par la société de gestion en accord avec le dépositaire. Sa décision doit être prise au moins trois mois avant l'expiration de la durée prévue pour le fonds, et portée à la connaissance des porteurs de parts et de l'Autorité des marchés financiers.

Article 12 - Liquidation

En cas de dissolution, la société de gestion, ou le liquidateur désigné, assume les fonctions de liquidateur ; à défaut, le liquidateur est désigné en justice à la demande de toute personne intéressée. Ils sont investis à cet effet, des pouvoirs les plus étendus pour réaliser les actifs, payer les créanciers éventuels et répartir le solde disponible entre les porteurs de parts en numéraire ou en valeurs.

Le commissaire aux comptes et le dépositaire continuent d'exercer leurs fonctions jusqu'à la fin des opérations de liquidation.

TITRE V CONTESTATION

Article 13 - Compétence - Election de domicile

Toutes contestations relatives au fonds qui peuvent s'élever pendant la durée de fonctionnement de celui-ci, ou lors de sa liquidation, soit entre les porteurs de parts, soit entre ceux-ci et la société de gestion ou le dépositaire, sont soumises à la juridiction des tribunaux compétents.
